

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE

SCIENTIFIQUE

ⵓⵎⵎⵓⵔ ⵎⵎⵎⵔ ⵉⵔⵓⵣⵓ
ⵎⵎⵎⵔ ⵉⵔⵓⵣⵓ ⵎⵎⵎⵔ
ⵎⵎⵎⵔ ⵉⵔⵓⵣⵓ ⵎⵎⵎⵔ
ⵎⵎⵎⵔ ⵉⵔⵓⵣⵓ ⵎⵎⵎⵔ

UNIVERSITE MOULOUD MAMMARI DE TIZI-OUZOU
FACULTE DES LETTRES ET DES LANGUES
DEPARTEMENT LANGUE ET CULTURE AMAZIGHES



جامعة مولود معمري - تيزي وزو
كلية الآداب واللغات
قسم اللغة والثقافة الأمازيغية

N° d'Ordre :

N° de série :

MEMOIRE

Présenté en vue de l'obtention du diplôme de Master en Linguistique et didactique

Option : Etudes Linguistique Amazighes

Thème :

**Essai de traduction de la constitution algérienne en tamazight
suivi d'une présentation terminologique.**

Présenté par :

TELLAB Amal

YADADENE Feriel

Encadré par :

M^{elle}: GUERCHOUH Lydia

Membres du jury :

-Président : NAIT CHABANE Takfarinas, MAA, UMMTO

-Encadreur : GUERCHOUH Lydia, MCA, UMMTO

-Examineur : HALLIL Ferroudja, MAA, UMMTO

Promotion : 2019-2020

Remerciements

Grâce à ALLAH vers lequel vont toutes les louanges, ce travail s'est accompli.

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude et sincères remerciement à notre promotrice M^{elle} GEURCHOUH. L qui nous a accordé l'honneur de diriger ce travail avec ses précieux conseils furent d'un apport considérable ainsi que sa compréhension.

Aussi nous tenons à lui reconnaître le temps précieux qu'elle nous a consacré.

Que les membres du jury trouvent ici les plus vifs remerciements pour avoir accepté d'analyser ce modeste travail.

Tous les enseignants exerçant au sein du département de Langue et Culture Amazighes de Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou.

Enfin, nous remercions toutes les personnes qui ont contribués de près ou de loin au bon accomplissement de ce modeste travail.

AMAL & FERJEL

Dédicace

Je dédie ce modeste travail

A mes très chères parents MOHEND et NASSIRA

A mes chère sœurs SIHEME et ROMAÏSSA

A mon cher frère RAFIK

A l'époux de ma sœur BRAHIM

Je dédie ce travail à mon beaux père AMAR, que dieu tout puissant l'accueille en son vaste paradis et lui accorde sa sainte miséricorde

A ma belle-mère ZAHRA

A mon cher mari BOUDJEMAA

A toutes mes tantes et tous mes oncles

A toutes mes cousines et tous mes cousins

A tous mes amis en particulier CILYA, CHANEZ, SABRINA, MERIEM, ROSA

A ma très chère binôme AMAL et toute sa famille

A tous ceux que j'aime et qui m'aiment

FERJEL.Y

Dédicace

Je dédie ce travail à

*Mes parents qui ont toujours été là pour moi, qui m'ont soutenu et encouragé durant
mes études,*

Papa MOULOUD et Maman MALIKA

A ma très chère sœur DIANA

A mon cher frère AMAR

A Mes chères tantes et mes chers oncles

A vous mes très chers grands-parents

A vous mes ami(e)s

*En particulier KAHINA, SABRINA, MOUSSA, CHAHINEZ, GHIWAN, CILYA,
MADJID, ROSA, NADIR,*

A mon adorable binôme FERIEL et toute sa famille

A tous ceux qui m'aiment et j'aime

AMAL.T

Sigles et abréviations

AR : Arabe

Art : Article

FR : Français

Amg : Amagrad

Md : Amedya

√ : Racine

Sommaire

Remerciements

Dédicaces

Abréviations

Sommaire

Introduction générale.....	2
Chapitre I : Traduction	
Introduction	6
I- Traduction	8
Conclusion.....	60
Chapitre II : Terminologie	
Introduction	62
I- Terminologie	64
Conclusion.....	71
Conclusion générale	73
Bibliographie.....	76
Annexe	77
Tables des matières	81

Introduction générale

Introduction générale :

La traduction consiste à transposer un texte écrit d'une langue à une autre, en transmettant le plus fidèlement possible le message. Le traducteur traduit généralement d'une deuxième ou troisième langue vers sa langue maternelle.

De nos jours, il semble que la traduction occupe plusieurs disciplines, tels que la linguistique, littérature, l'histoire ainsi le domaine juridique, dont notre étude s'intègre.

Nous avons opté pour une traduction juridique, portant sur la constitution algérienne.

La traduction juridique véhicule le sens d'un texte de loi dans une autre langue juridique ; c'est-à-dire une transposition de concepts et de notions purement juridiques dans une autre langue juridique, ce type de traduction possède des caractéristiques et des règles de fonctionnement qui la distinguent des autres formes de traduction vu sa terminologie et son style précis.

Ce travail de recherche, nous mènera à nous intéresser, à évoluer, donner de nouveau à la langue tamazight. Elle était exclue de l'école, car elle n'était pas officielle et nationale, jusqu'à 2002 où elle a commencé à prendre sa place dans l'enseignement.

La langue tamazight n'est pas encore aménagée, elle est en cours de développement. Cela nous a incité à réaliser cette thématique de traduction, qui est défini comme suit : « on entend par traduction l'activité traduisante, ou encore le fait traduisant en tant qu'exercice de recherche personnelle de correspondances et d'équivalences, processus de va-et-vient d'une langue à une autre en vue d'une substitution progressive d'un texte en langue d'arrivée (langue-cible) à un texte en langue de départ (langue-source). » **(HELLAL Y, p.33.)**

Nous nous intéressons aussi à la terminologie précisément juridique, étant donné que nous ne travaillons pas sur tout le domaine juridique et que nous nous sommes focalisés sur la constitution algérienne.

On appelle terminologie : « l'ensemble des principes et des fondements conceptuels qui régissent l'étude des termes », elle désigne aussi : « l'ensemble des règles qui permettent de réaliser un travail terminologique. » **(CABRE M.T, 1998, p.70.)**

Problématique :

Existe-t-il une terminologie en tamazight pour traduire le domaine juridique, peut-on créer des néologismes dans ce domaine sur la base de racines vivantes ?

Hypothèses :

D'après les recherches que nous avons faites à propos de la terminologie dans le domaine juridique, nous avons constaté qu'il existe qu'un seul dictionnaire juridique qui porte le titre de " Amawal azerfan " de MOHAMED ZAKARIA BENRAMDANE

Pour nous, ce dictionnaire ne suffit pas pour faire toute une traduction dans ce domaine.

Nous voyons aussi, qu'il est possible de créer des néologismes sur la base des racines vivantes par suffixation, préfixation. Et si nous arrivons à traduire la constitution, ce qui pourra servir à enrichir le vocabulaire de la langue tamazight.

Présentation et choix du sujet :

Nous avons choisi cette thématique, car nous avons remarqués qu'il n'y'avait pas de travaux de recherches réalisés concernant la terminologie juridique.

Nous voulons aussi à travers ce sujet l'enrichissement du lexique amazigh proprement juridique, ainsi l'ajout du nouveau à la langue tant qu'elle est en cours d'évolution.

Objectifs :

Notre recherche, exige la consultation des dictionnaires, plus précisément du domaine juridique. Malheureusement, la langue n'a que " amawal azerfan ", par conséquent, nous avons visé cette thématique de traduction de la constitution algérienne, pour mettre en avant le lexique juridique qui connaît un manque.

Présentation du corpus :

Notre corpus, contient 182 articles de la constitution algérienne, nous avons commencé directement à traduire le corpus : de la langue française à la langue tamazight, en utilisant des dictionnaires et des sites internet.

Durant notre travail, nous nous sommes basés sur la traduction de type mot à mot mais il y'avait des cas où nous étions obligés de traduire seulement le sens.

Méthodologie de recherche :

Puisque nous devons faire une recherche scientifique, nous avons décortiqué notre travail en chapitre :

Dans le premier chapitre, nous avons essayé de traduire les 182 articles de la constitution algérienne, en utilisant les deux types de traduction.

Le deuxième chapitre est celui de terminologie. Dans cette partie, nous avons tiré les termes de spécialités, ensuite nous les avons ordonnés selon leur ordre alphabétique pour les analyser, en dégageant leurs racines, catégories grammaticales, état d'annexion, pluriel et leur équivalent en français / arabe.

Chapitre I :

Traduction

Introduction :

Dans ce premier chapitre, nous proposons une traduction pour une partie de la « constitution algérienne en tamazight » en langue française vers la langue kabyle.

Cette initiative permettra aux usagers berbérophones et aux différents utilisateurs de bien comprendre des lois et des règles associées aux divers domaines.

Evoquer la question de traduction, nous nous sommes soumis à plusieurs conceptions, pour développer cette démarche nous avons jugé utile de définir cette nouvelle discipline ladite traduction.

« La traduction consiste à faire passer un message d'une langue de départ (langue source) dans une langue d'arrivée (langue cible). Le terme désigne à la fois l'activité et son produit : le message cible comme « traduction d'un message source ou original ». Au sens strict, la traduction ne concerne que les textes écrits ; quand il s'agit de langue parlée, on parlera d'interprétariat. On distingue la traduction littéraire et la traduction technique... » (DUBOIS J, 1994, p.486.)

Traduction

Chapitre I : De l'Algérie

Ixef I : n lezzayer

Article 1^{er} : L'Algérie est une République Démocratique et Populaire. Elle est une et indivisible.

Amagrad 1 : Lezzayer d Tagduda Tasadrant d Tayerfant. Ur tbeṭṭu ara.

Art. 2 : L'Islam est la religion de l'Etat.

Amg. 2 : tineslemt d ddin n uwanak.

Art. 3 : L'Arabe est la langue nationale et officielle.

Amg. 3 : taerabt d tutlayt tayelnawt tunṣibt.

Art. 3 : bis [Révision constitutionnelle du 10 avril 2002 adoptée suivant la procédure prévue à l'article 176 de la Constitution] - Tamazight est également langue nationale. L'état ouvre à sa promotion et à son développement dans toutes ses variétés linguistiques en usage sur le territoire national.

Amg. 3 : [Asmekti amendaw n 10 di Yebrir 2002 yettwadmen s usedfer n tarrayt yettwaheggan deg umagrad 176 n tmendawt] - tamaziyt dayen d tutlayt tunṣibt. Awanak yexdem i tsmelt-is akked usnefli deg yal tinyannawin-is n tesnilest yettwasexdamen deg wakal ayelnaw.

Art. 4 : La capitale de la République est ALGER.

Amg 4 : Tamanayt n Tegduda d Lezzayer.

Art. 5 : [Révision constitutionnelle de 15 novembre 2008] - L'emblème national et l'hymne national sont des conquêtes de la Révolution du 1er novembre 1954. Ils sont immuables. Ces deux symboles de la Révolution, devenus ceux de la République, se caractérisent comme suit:

- 1- L'emblème national est vert et blanc frappé en son milieu d'une étoile et d'un croissant rouges.
- 2- L'hymne national est « Qassaman » dans l'intégralité de ses couplets. Le sceau de l'état est fixé par la loi.

Amg. 5: [Asmekti amendaw n 15 di Wember 2008]. Abandu ayelnaw d yimseyret ayelnaw d tiselkim n tegrawla n 1 di Wember 1954. Ur nettbeddil ara. Sin-agi n yizamulen n tegrawla, uyalen d wid n tegduda, yesean tulmisin-agi:

- 1- Abandu ayelnaw d azegzaw d umellal, di tlemmast yesea aggur d yitri d izeggayen.
- 2- Imseyret ayelnaw d « Qassaman »

Chapitre II : Du peuple

Ixef II : N ugdud

Art. 6 : Le peuple est la source de tout pouvoir. La souveraineté nationale appartient exclusivement au peuple.

Amg 6 : Dagdud i d aybalu n yal adabu. Tanaya tayelnawt n bégaud.

Art. 7 : Le pouvoir constituant appartient au peuple. Le peuple exerce sa souveraineté par l'intermédiaire des institutions qu'il se donne. Le peuple l'exerce par voie de référendum et par l'intermédiaire de ses représentants élus. Le président de la République peut directement recourir à l'expression de la volonté du peuple.

Amg. 7 : Isger n udabu d agdud. Agdud yelyem tanaya-ines s tlemmast n tsuda i d-yefka. Agdud yelyem s tiyri n usikzew d ugrawan n yigensasen-ines ufrinen. Aselway n tagduda yezmer ad yeenu srid asenfali n lebyi n wegdu.

Art. 8 : Le peuple se donne des institutions ayant pour finalité :

- La sauvegarde et la consolidation de l'indépendance nationale,
- La sauvegarde et la consolidation de l'identité et de l'unité nationales,
- La protection des libertés fondamentales du citoyen et l'épanouissement social et culturel de la Nation,
- La suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme,
- La protection de l'économie nationale contre toute forme de malversation ou de détournement, d'accaparement ou de confiscation illégitime.

Amg. 8 : Agdud yettak tisuda ilmend :

- Aħraz d uselken n timument tayelnawt,
- Aħraz d uselken n tmagit n uferdis ayelnaw,

- Aħuddu n tlelliyin tigejdanin n uyerman d fessu ametti d udelsan n tyelnawt,
- Ukkus n utraw deg umdan yer wayed,
- Aseh̄biber n tdawsa tayelnawt mgal yal talya n uryan adewwer, n h̄was ney n tukksa tafyuyt,

Art. 9 : Les institutions s'interdisent :

- Les pratiques féodales, régionalistes et népotiques,
- L'établissement de rapports d'exploitation et de liens de dépendance,
- Les pratiques contraires à la morale islamique et aux valeurs de la Révolution de Novembre.

Amg. 9 : Tisuda mgedlent :

- Lillalin **féodales**, imsebnilenzaren d **népotiques**,
- Asyur n wassay n utraw d wassayen n tagult,
- Lillalin tinemgalin n tyara tselmant d wazalen n tegrawla n wember.

Art. 10 : Le peuple choisit librement ses représentants. La représentation du peuple n'a d'autres limites que celles fixées par la Constitution et la loi électorale.

Amg. 10 : Agdud yefren s lebyis igensasen-is. Tagensest n wegduḍ ur tes̄ei ara tilisa nniḍen mebla tid irekden si tmendawt d usaḍuf amatay.

Chapitre III : De l'Etat

Ixef III : N uwanak

Art. 11 : L'état puise sa légitimité et sa raison d'être dans la volonté du peuple. Sa devise est "Par le Peuple et pour le Peuple". Il est au service exclusif du peuple.

Amg. 11 : Awanak yeffa talgamawt-is d yiḡzen-is n tillin n umru n uyref. Tanflit-is " Seg uyref yer Uyref ". Awanak yella-d i tawalt tuslidt n uyref.

Art. 12 : La souveraineté de l'état s'exerce sur son espace terrestre, son espace aérien et ses eaux. L'Etat exerce également son droit souverain établi par le droit international sur chacune des différentes zones de l'espace maritime qui lui reviennent.

Amg. 12 : Tannaya n uwanak teselyem deg wadeg agnawi, agni, d win n waman-is.

Awanak dayen yelyem azref-ines anaya, yettwasyersen syur azref agraylan deg yal asunen yemgaraden deg wadeg awlal i d-yettuyalen yer-s.

Art. 13 : En aucun cas, il ne peut être abandonné ou aliéné une partie du territoire national.

Amg. 13 : S wala tajrut, ur yezmir ad yili yettwaggez, ney ikufeđ aħric deg wakal ayelnaw

Art. 14 : L'état est fondé sur les principes d'organisation démocratique et de justice sociale. L'Assemblée élue constitue le cadre dans lequel s'exprime la volonté du peuple et s'exerce le contrôle de l'action des pouvoirs publics.

Amg. 14 : Awanak yettwasbedd yef yimenzayen n usuddes amagday d teydemt tamettant.

Agraw yettwafren yesger akatar anda i d-yesenfalay amru n uyref yerna yessegzay amsasa n tigawt n udabu ayayez.

Art. 15 : Les collectivités territoriales de l'Etat sont la Commune et la Wilaya. La Commune est la collectivité de base.

Amg. 15 : Timazdayin tikalanin n uwanak d tayiwant d ašun.

Tayiwant n yiđerman d timesdayt n usadur.

Art. 16 : L'Assemblée élue constitue l'assise de la décentralisation et le lieu de la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques.

Amg. 16 : Agraw yettwafren yesger tiyimit n ukeslemmes d wadeg n utekki n yiđerman yer ussefrek n yiwazla izuyaz.

Art. 17 : La propriété publique est un bien de la collectivité nationale. Elle comprend le sous-sol, les mines et les carrières, les sources naturelles d'énergie, les richesses minérales, naturelles et vivantes des différentes zones du domaine maritime national, les eaux et les forêts. Elle est, en outre, établie sur les transports ferroviaires, maritimes et aériens, les postes et les télécommunications, ainsi que sur d'autres biens fixés par la loi.

Amg. 17 : Tayla tazayezt dayen yelhan n tmazdayt tayelnawt. Tgezzu ayen yelhan ddaw n wagens, imyizen d yimecwaren, tiybula tigmawiyin n tsareyt, tibayurin zeddigen, igmawiyen imuddiren, asunen mgaraden n tayult tayult tawlalt tayelnawt, aman d tzegwa. Netta, n sennig, yettwaseyren yef umesni n ubrid n tmacint iwlaalen, ignawen, tinazanin. D tigaywalin akked wiyad irekden yef usađuf.

Art. 18 : Le domaine national est défini par la loi. Il comprend les domaines public et privé de l'Etat, de la Wilaya et de la Commune. La gestion du domaine national s'effectue conformément à la loi.

Amg. 18 : Tayult tayelnawt tenmel syur asađuf. Yegza tayulin uzayez d uslig n uwanak, n twilayatt akked tyiwant. Asefrek n tayult ayelnaw yettwaxdem syur asađuf.

Art. 19 : L'organisation du commerce extérieur relève de la compétence de l'Etat. La loi détermine les conditions d'exercice et de contrôle du commerce extérieur.

Amg. 19 : Asuddes n tnezzut n beřra yekkes-d si tyara n uwanak. Asađuf yeguccel tiwtilin n ulaymu d usenqed n tnezzut n beřra.

Art. 20 : L'expropriation ne peut intervenir que dans le cadre de la loi. Elle donne lieu à une indemnité préalable, juste et équitable.

Amg. 20 : L'expropriation, ur yezmir ara ad yessekcem iman-is ala deg ukatar n usađuf. Tessenkar s ayřam qbel, uydim d uřađuf.

Art. 21 : Les fonctions au service des institutions de l'Etat ne peuvent constituer une source d'enrichissement, ni un moyen de servir des intérêts privés.

Amg. 21 : Tiwuriwin s tmezla n tisuda n uwanak. Ur zmiren ad sbedden aybalu n umesbuyeř, ur yelli d ttawil n leqdic n yibayuren usligen.

Art. 22 : L'abus d'autorité est réprimé par la loi.

Amg. 22 : Asukey n udabu yettwahbes syur usađuf.

Art. 23 : L'impartialité de l'administration est garantie par la loi.

Amg. 23 : Tamesyara n tebdelt tettwađmen syur usađuf.

Art. 24 : L'Etat est responsable de la sécurité des personnes et des biens. Il assure la protection de tout citoyen à l'étranger.

Amg. 24 : Awanak d amasay n tyellist n yemdanen d walluyen, yesenked amesten n yal ayřem di beřra.

Art. 25 : La consolidation et le développement du potentiel de défense de la Nation s'organisent autour de l'Armée Nationale Populaire. L'Armée Nationale Populaire a pour

mission permanente la sauvegarde de l'indépendance nationale et la défense de la souveraineté nationale. Elle est chargée d'assurer la défense de l'unité et de l'intégrité territoriale du pays, ainsi que la protection de son espace terrestre, de son espace aérien et des différentes zones de son domaine maritime.

Amg. 25 : Aselken n ussenefli n unezmar n temħaddit n uylan yeseddus yef userdas ayelnaw ayeṛfan.

Aserdas ayelnaw ayeṛfan yella-d i tuɣḍaṭ tameyɣlalt. Aħraz n timument tayelnawt d temħaddit n tnaya tayelnawt. Teebba s usenked temħaddit n tayunt d tiddin takalant n tmurt akked useħbiber n tallunt-is imdalen n tallunt-is tagnawit d taṣunin yemgaraden deg tayult-is tawlalt.

Art. 26 : L'Algérie se défend de recourir à la guerre pour porter atteinte à la souveraineté légitime et à la liberté d'autres peuples. Elle s'efforce de régler les différends internationaux par des moyens pacifiques.

Amg. 26 : Lezzayer tettħuddu di eennu yeṛ tṛad akken ad tt-siweḍ yeṛ tnaya tafyult d tlelli d weyṛef nniḍen. Tettwahṛes akken ad tefru igraɣlanen yemgarden s ttawilat imelwiyen.

Art. 27 : L'Algérie est solidaire de tous les peuples qui luttent pour la libération politique et économique, pour le droit à l'autodétermination et contre toute discrimination raciale.

Amg. 27 : Lezzayer d tamsetla n weyṛef imeṛra yettnayen yef teslalit tasartant d tdamsant i weyṛef aguccelman d mgal yal asnuḥyu n ufgan.

Art. 28 : L'Algérie oeuvre au renforcement de la coopération internationale et au développement des relations amicales entre les Etats, sur la base de l'égalité, de l'intérêt mutuel et de la non-ingérence dans les affaires intérieures. Elle souscrit aux principes et objectifs de la Charte des Nations Unies.

Amg 28 : Lezzayer texdem i useghed n umedhel agraylan akked isnefliyen n wassayen n tdukkli gar iwanaken deg sadur n tgada n tanyaft tamyayt d tgermant ur nelli deg yimezla n daxel. Tkeccem ar imenzayen d yiswiyen n urkawel n yiɣlalen yeddukklen.

Chapitre IV : Des droits et des libertés

Ixef IV: Iizerfan d tleliyin

Art. 29 : Les citoyens sont égaux devant la loi, sans que puisse prévaloir aucune discrimination pour cause de naissance, de race, de sexe, d'opinion ou de toute autre condition ou circonstance personnelle ou sociale.

Amg. 29 : Ulac amgared gar yiyerman sdat n usaḍuf, mebla ma yeedda ula d yiwen usnuḥyu yef lǧal n tlalit, n uctal, n tuzuft, n rray ney n tewtilin nniḍen imeṛra ney amaylay udmawen ney imetti.

Art. 30 : La nationalité algérienne est définie par la loi. Les conditions d'acquisition, de conservation, de perte et de déchéance de la nationalité algérienne sont déterminées par la loi.

Amg. 30 : Tayelnawt tazayrit tebda syur asaḍuf. Tiwtilin n ukruz, n taggazt n tuksa d yelluy n tyelnawit tazayrit gucclen syur asaḍuf.

Art. 31 : Les institutions ont pour finalité d'assurer l'égalité en droits et devoirs de tous les citoyens et citoyennes en supprimant les obstacles qui entravent l'épanouissement de la personne humaine et empêchent la participation effective de tous, à la vie politique, économique, sociale et culturelle.

Amg. 31 : Tisuda iswi-nsent d tmana n tgada deg yizerfan d lwajeb n yiyerman imeṛra s tukksa n wuguren yettmeṛṛiten asnerni n umḍan alsan yerna sqiṭṭieen attiki asemday n yakk, ar tudert tasartant, tadamsant, timetti d tdelsant.

Art. 31 : bis [Révision constitutionnelle du 15 novembre 2008] - L'Etat œuvre à la promotion des droits politiques de la Femme en augmentant ses chances d'accès à la représentation dans les assemblées élues. Les modalités d'application de cet article sont fixées par une loi organique.

Amg 31 : Bis [acegger amendaw n 15 di wember 2008] awanak yexdem ar tesmelt n yizarfan isartanen n tmeṭtut s usnarni n tlemmizin-is d wadafen yer tgensest di tnejmuɛin tufrinin. Timackatin n usnas n umagrad-agi rekdent syur asaḍuf agmanan.

Art. 32 : Les libertés fondamentales et les droits de l'homme et du citoyen sont garantis. Ils constituent le patrimoine commun de tous les algériens et algériennes, qu'ils ont le devoir de

transmettre de génération en génération pour le conserver dans son intégrité et son inviolabilité.

Amg. 32 : Tilelli tamedrut d yizerfan n umdan d yiɣerman d tiseɣgarin. Yesbed tigemmi timezdit n yizayriyen i meɣra yesɛan amerwas n usiwed seg tsuta ɣer tayed akken ad t-xezzen deg seyred d usentem-ines.

Art. 33 : La défense individuelle ou associative des droits fondamentaux de l'homme et des libertés individuelles et collectives est garantie.

Amg. 33 : Astan atersan neɣ ucrik n yizarfan imedrawen n umdan d tlelliyn titersanin d timazdayin d tiseɣgarin.

Art. 34 : L'Etat garantit l'inviolabilité de la personne humaine. Toute forme de violence physique ou morale ou d'atteinte à la dignité est proscrite.

Amg. 34 : Awanak isegger tiseɣgarin n umdan alsan. Yal talya n tekriɗt tayaɗant neɣ tayara neɣ n uɣelli ɣer ugemmir yennejlan.

Art. 35 : Les infractions commises à l'encontre des droits et libertés, ainsi que les atteintes physiques ou morales à l'intégrité de l'être humain sont réprimées par la loi.

Amg. 35 : Unufen yeggan s mgal n yizerfan d tlelliyn, dayen aggad aɣaran neɣ tyara s anekcum n umdan ttwasetyen syur asaɗuf.

Art. 36 : La liberté de conscience et la liberté d'opinion sont inviolables.

Amg. 36 : tilelli n tefrit d tilelli n turda d tiseɣgarin.

Art. 37 : La liberté du commerce et de l'industrie est garantie. Elle s'exerce dans le cadre de la loi.

Amg. 37 : Tilelli n tnezzut d tin n temguri d taseɣgart tasselyem deg ukatar n usaɗuf.

Art. 38 : La liberté de création intellectuelle, artistique et scientifique est garantie au citoyen. Les droits d'auteur sont protégés par la loi. La mise sous séquestre de toute publication, enregistrement ou tout autre moyen de communication et d'information ne pourra se faire qu'en vertu d'un mandat judiciaire.

Amg. 38 : Tilelli n usnulfu aggag, anazuran d wussan d taseggart i yñarman. Izerfan n umeskar ttwashbaben syur asađuf. Taguri sdaw n twatfa n yal asegeded, akalas ney yal allal nniđen n taywalt d talıut ur yezmir ara ad yettwaxdem ħaca s tuzult n usmagel tayedmant.

Art. 39 : La vie privée et l'honneur du citoyen sont inviolables et protégés par la loi. Le secret de la correspondance et de la communication privée, sous toutes leurs formes, est garanti.

Amg. 39 : Tudert tusligt d userhu n yiđermen d tiseggarin yerna ttwaseħbabrent syur usađuf. Lbađna n uzday akked win n taywalt tusligt sdaw n talıwin-is imeřra d tiseggarin.

Art. 40 : L'état garantit l'inviolabilité du domicile. Nulle perquisition ne peut avoir lieu qu'en vertu de la loi et dans le respect de celle-ci. La perquisition ne peut intervenir que sur ordre écrit émanant de l'autorité judiciaire compétente.

Amg. 40 : Awanak ysegger taseggart n uzedduy. Ulac tamazzayt, ur nezmir ara ad teseu adeg i nezuzul seg sađuf akked i leqder n tagi. Tamazzayt ur tezmir ara ad d-sekcem iman-is ala syur tasunđa yettwarun sdaw udabu ayedman uzmir.

Art. 41: Les libertés d'expression, d'association et de réunion sont garanties au citoyen.

Amagrad 41 : Tilelli n tenfalit n tidukla akked n timlilit d tiseggarin yer yiđerman.

Art. 42 : Le droit de créer des partis politiques est reconnu et garanti. Ce droit ne peut toutefois être invoqué pour attenter aux libertés fondamentales, aux valeurs et aux composantes fondamentales de l'identité nationale, à l'unité nationale, à la sécurité et à l'intégrité du territoire national, à l'indépendance du pays et à la souveraineté du peuple ainsi qu'au caractère démocratique et républicain de L'Etat. Dans le respect des dispositions de la présente Constitution, les partis politiques ne peuvent être fondés sur une base religieuse, linguistique, raciale, de sexes, corporatistes ou régionaux.

Les partis politiques ne peuvent recourir à la propagande partisane portant sur les éléments mentionnés à l'aliéna précédent. Toute obédience des partis politiques, sous quelque forme que ce soit, à des intérêts ou parties étrangers, est proscrite. Aucun parti politique ne peut recourir à la violence ou à la contrainte, quelles que soient la nature ou les formes de celles-ci. D'autres obligations et devoirs sont prescrits par la loi.

Amg. 42 : Azref n usnulfu n yikabaren isartanen yettwassen yerna ysegger. Azref-agi ur yezmir ara ad yili di yal tikkelt d asuter akken ad yeeređ i tlelli tagejdant i wazalen

akked d tuddisin tigejdanin n tmagit tayelnawt , ar tayunt tayellist akked useyred n wakal ayelnaw , yer tmument n tmurt akked ar tnaya n weyref dayen haca ar usekkil asadran d wagdudan n uwanak. Di leqder n ugarrez n umha n tmendawt, ikabaren isartanen ur yezmir a yesserse yef wabuđ asyan, tasnilest, n ufgan, n uzzuf, **corporatiste** ney amđan. Ikabaren isartanen ur zmiren ad ssutren ar tezniwt umuyel yettawin yef yiferdisen id-yettwabedren ar yal **obédience** n yikabaren i sartanen. Iħricen ibaħraniyen d imnejli. Ulac akabar asartan i zemren adyessuter yer tekriđt ney yer tmara akken yebyu yili ugam ney ilint talyiwin n tagi. Izzucal nniđen d wallasen nejlan s usađuf.

Art. 43 : Le droit de créer des associations est garanti. L'État encourage l'épanouissement du mouvement associatif. La loi détermine les conditions et les modalités de création des associations.

Amg. 43 : Azref n usnulfu n tdukliwin d taseggart. Awanak yessebyas asnerni n umussu asdukla. Asađuf yeguccel tiwtilin d tiskarin n usnulfu n tdukliwin.

Art. 44 : Tout citoyen jouissant de ses droits civils et politiques a le droit de choisir librement le lieu de sa résidence et de circuler sur le territoire national. Le droit d'entrée et de sortie du territoire national lui est garanti.

Amg. 44 : Yal ayrem yunez deg yizerfan-is iyrimen d isertanen yesea azref n ufran s lebyi-s adeg n tmezduyt -ines akked tiddin deg wakal ayelnaw. Azref n unekcum d tuffya n wakal ayelnaw isegger -as-t.

Art. 45 : Toute personne est présumée innocente jusqu'à l'établissement de sa culpabilité par une juridiction régulière et avec toutes les garanties exigées par la loi.

Amg. 45 : Yal amđan d urdu amesli almi d asyur **culpabilité** syur azref alugan d tiseggarin imerrā id-yessuter usađuf.

Art. 46 : Nul ne peut être tenu pour coupable si ce n'est en vertu d'une loi dûment promulguée antérieurement à l'acte incriminé.

Amg. 46 : yiwen ur yezmir ad yettwađtef i wmednub ma ur yelli ara n tuzult n usađuf uydim yesuffey s tezzewra yer warra incriminé.

Art. 47 : Nul ne peut être poursuivi, arrêté ou détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites.

Amg.47 : Yiwen ur yezmir ad yettwadfer, ad yettwahbes ney ad yettwakref ala di tfesna yegguclen syur asaɗuf yef leh̄sab n tal̄yiwin tuglimin.

Art. 48 : En matière d'enquête pénale, la garde à vue est soumise au contrôle judiciaire et ne peut excéder quarante-huit (48) heures. La personne gardée à vue a le droit d'entrée immédiatement en contact avec sa famille. La prolongation du délai de garde à vue ne peut avoir lieu, exceptionnellement ; que dans les conditions fixées par la loi. A l'expiration du délai de garde à vue, il est obligatoirement procédé à l'examen médical de la personne retenue si celle-ci le demande, et dans tous les cas, elle est informée de cette faculté.

Amg. 48 : Di tanga tasestant tafgurt aeasi yunez yer usenqed ayedman win ur nezmir ad ieeddi 48 n wasragen. Amdan yetteassen yesean azref n umeslay amiran d twacult-is. Aseyzef n umenɗar n ueasi ur yezmir ad yeseu adeg; ala di tewtilin irekden syur asaɗuf. Fer taggara n umenɗer n ueassi, d amaran askri yer ukayad asnajyan n umdan yettwatfen ma yella tagi tessuter-it-id, yerna deg yal tagnit, teelem s uyiwen.

Art. 49 : L'erreur judiciaire entraîne réparation par l'état. La loi détermine les conditions et modalités de la réparation.

Amg. 49 : Tuccɗa tayedmant tessawaɗ ad seggem syur awanak. Asaɗuf yeggucl tiwtilin d tmackut n useggem.

Art. 50 : Tout citoyen remplissant les conditions légales, est électeur et éligible.

Amg. 50 : Yal ayrem yettaččaren tiwtilin tizerfanin d aferran yerna d uzmir.

Art. 51 : L'égal accès aux fonctions et aux emplois au sein de l'Etat, est garanti à tous les citoyens, sans autres conditions que celles fixées par la loi.

Amg. 51 : L'égal anekcum yer twuriwin akked timras deg uwanak, d tseggart i yiɣerman meɗra, mebla tiwtilin nniɗen haɗa tid irekden syur asaɗuf.

Art. 52 : La propriété privée est garantie. Le droit d'héritage est garanti. Les biens "wakf" et les fondations sont reconnus ; leur destination est protégée par la loi.

Amg. 52 : Tayla tusligt d taseggart. Azref n tukkest d aseggar. Iwlayen « wakf » akked tesbeddiyinn ttewasnent; andaweɗ-nsen yettwahrez syur asaɗuf.

Art. 53 : Le droit à l'enseignement est garanti. L'enseignement est gratuit dans les conditions fixées par la loi. L'enseignement fondamental est obligatoire. L'Etat organise le système d'enseignement. L'Etat veille à l'égal accès à l'enseignement et à la formation professionnelle.

Amg. 53 : Azref yer uselmed d aseggar. Aselmed d aseggar di tewtilin yrekden syur usaḍuf. Aselmed d aseggar di tewtilin yrekden syur usaḍuf. Aselmed amedru d amaran. Awanak yssuddes anagra w n uselmed. Awanak yeawez yer **l'égal** unekcum yer uselmed akked yer tsileyt tasadrit.

Art. 54 : Tous les citoyens ont droit à la protection de leur santé. L'Etat assure la prévention et la lutte contre les maladies épidémiques et endémiques.

Amg. 54 : Akk iyerman sean azref yer useḥbiber n tezmart-nsen. Awanak yeḍmen aḥezzeb d u mennuy mgal aṭṭanen tazitmurt d yimuylen.

Art. 55 : Tous les citoyens ont droit au travail. Le droit à la protection, à la sécurité et à l'hygiène dans le travail, est garanti par la loi. Le droit au repos est garanti ; la loi en détermine les modalités d'exercice.

Amg. 55 : Akk iyerman sean azref ar uxeddim. Azref yer useḥbiber, yer tyellist akked yer tezdeg deg uxeddim, ysegger syur asaḍuf. Azref n usteefu d aseggar ; azref n ugucel tmackatin n ulaymu.

Art. 56 : Le droit syndical est reconnu à tous les citoyens.

Amagrad 56 Azref anmali yettwaæqel ; yakk iyerman.

Art. 57 : Le droit de grève est reconnu. Il s'exerce dans le cadre de la loi. Celle-ci peut en interdire ou en limiter l'exercice dans les domaines de défense nationale et de sécurité, ou pour tous services ou activités publics d'intérêt vital pour la communauté.

Amg. 57 : Azref n tagant yettwaæqel. Yelyem deg ukatar n usaḍuf. Tagi tezmrt deg gdel ney deg usebded ulagmu deg tayulin n uḥuddu ayeḥnaw akked n tyellist ney yakk leqdic ney irmad izuyaz n tenyast ilaqen i tmezdayt.

Art. 58 : La famille bénéficie de la protection de l'état et de la société.

Amg. 58 : tawacult tyellet seg useḥbiber n uwanak d tin n tmetti.

Art. 59 : Les conditions de vie des citoyens qui ne peuvent pas encore, qui ne peuvent plus ou qui ne pourront jamais travailler, sont garanties.

Amg. 59 : Tiwtilin n tudert n yiɣerman ur nezmir ara, dayen, ur nezmir akk ney ur nettizmir akk ad xedmen, d tiseggarin.

Chapitre V : Des devoirs

Ixef V : Ayanen

Art. 60 : Nul n'est censé ignorer la loi. Toute personne est tenue de respecter la Constitution et de se conformer aux lois de la République.

Amg. 60 : Yiwen ur yezmir ad inzey asaɣuf. Yal amdan yebbi-d lhal ad iqadar tamendawt akked urwas yer yisuɣaf n tagduda.

Art. 61 : Tout citoyen a le devoir de protéger et de sauvegarder l'indépendance du pays, sa souveraineté et l'intégrité de son territoire national, ainsi que tous les attributs de l'Etat. La trahison, l'espionnage, le passage à l'ennemi, ainsi que toutes les infractions commises au préjudice de la sécurité de l'Etat, sont réprimés avec toute la rigueur de la loi.

Amg. 61 : Yal ayrem yesea alas n useɣbiber d uɣraz n tmument n tmurt, tanaya-ines d unekcum n wakal-ines ayelnaw, akked wayla n wanak. Tanuzi, ayelli, aeeddi s aɛdaw, akked akk unufen yeggan yer ameyɣad n tyellist n uwanak, hewayeɣsen akked yal anyud n usaɣuf.

Art. 62 : Tout citoyen doit remplir loyalement ses obligations vis-à-vis de la collectivité nationale. L'engagement du citoyen envers la Patrie et l'obligation de contribuer à sa défense, constituent des devoirs sacrés et permanents. L'Etat garantit le respect des symboles de la Révolution, la mémoire des chouhada et la dignité de leurs ayants-droit et des moudjahidine. Il œuvre, en outre, à la promotion de l'écriture de l'histoire et de son enseignement aux jeunes générations [Révision constitutionnelle du 15 novembre 2008].

Amg. 62 : Akk iɣerman ilaq ad ččaren s umaglay. Tamar-ines mgal n tmazdayt tayelnawt.

Tirza n uyrem yef tferfant d tmara n ubzar yer temɣaddit-ines, sbedden alasen uyrisen akked yimeɣlalen. Awanak ysegger leqder n yizamulen n tegrawla, tamuktit n cuhada d yisey n yizref-nsen akked yemjuhad yexdem, dayen, yer tsmelt n tira n umezruy d uselmed-ines i tsuta tilemzit [allas amendaw n 15 di wember 2008].

Art. 63 : L'ensemble des libertés de chacun s'exerce dans le respect des droits reconnus à autrui par la Constitution, particulièrement dans le respect du droit à l'honneur, à l'intimité et à la protection de la famille, à celle de la jeunesse et de l'enfance.

Amg. 63 : Al'ensemble n tlelli n yal yiwen tselyam di leqdar n yizerfan yettwaæqlen s weyed syur tmendawt, ladya di leqder n uzref s userhu, à l'intimité akked s useħbiber n twacult s tin n temzi.

Art. 64 : Les citoyens sont égaux devant l'impôt. Chacun doit participer au financement des charges publiques en fonction de sa capacité contributive. Nul impôt ne peut être institué qu'en vertu de la loi. Nul impôt, contribution, taxe ou droit d'aucune sorte, ne peut être institué avec effet rétroactif.

Amg. 64 : Iyerman gdan zdat n tewsewt. Yal yiwen yewwi-d fell-as ad yettiki yer unezraf n ttæebga n uzayez s twuri n tezmert-ines **contribution**. Ulac tawsiwt ur nezmir ad tili d asudu deg tuzult n usađuf. Ulac tawsiwt, tumut, tazeţţat ney azref n ula d yiwet, ur nezmir attili d asudu s usemdu rétroactif.

Art. 65 : La loi sanctionne le devoir des parents dans l'éducation et la protection de leurs enfants, ainsi que le devoir des enfants dans l'aide et l'assistance à leurs parents.

Amg. 65 : Asađuf yesfger alas n yimawlan deg usinen d useħbiber n warraw-nsen, akked alas n yigerdan deg tallalt umarag s imawlan-nsen.

Art. 66 : Tout citoyen a le devoir de protéger la propriété publique et les intérêts de la collectivité nationale, et de respecter la propriété d'autrui.

Amg. 66 : Yal ayrem yesæa alas n useħbiber n tayla tazayezt akked tinfayin n tmazdayt tayelnawt, d uqadar n tayla n wayeđ

Art. 67 : Tout étranger qui se trouve légalement sur le territoire national jouit, pour sa personne et pour ses biens, de la protection de la loi.

Amg. 67 : Yal amagar i d-yezgan s uzref yef wakal ayelnaw yurem, i yiman-is d yiwlayen-is, n useħbiber n usađuf.

Art. 68 : Nul ne peut être extradé, si, ce n'est en vertu et en application de la loi d'extradition.

Amg. 68 : Ulac win izemren **extradé**, ma, ur yelli s tuzult akked s usnas n usaḍuf **d'extradition**.

Art. 69 : En aucun cas, un réfugié politique bénéficiant légalement du droit d'asile, ne peut être livré ou extradé.

Amg. 69 : Ulac tajruṭ, aneglat asertan iḡelten s uzref **d'asile**, ur nezmir ad yessiweḍ ney extradé.

TITRE DEUXIEME DE L'ORGANISATION DES POUVOIRS

AZWEL WIS SIN N TUDSA N YIDUBA

Chapitre I : Du pouvoir exécutif

Ixef I : Adabu aselkam.

Art. 70 : Le Président de la République, Chef de l'Etat, incarne l'unité de la Nation. Il est garant de la Constitution. Il incarne l'Etat dans le pays et à l'étranger. Il s'adresse directement à la Nation.

Amg. 70 : Aselway n tegduda, ayella n uwanak, **incarne** tayunt n uylan. Il est garant d'aseggar n tmendawt. Il **incarne** awanak di tmurt akked s amagar. Yyettwesiḡ srid s aylan.

Art. 71 : Le Président de la République est élu au suffrage universel, direct et secret. L'élection est acquise à la majorité absolue des suffrages exprimés. Les autres modalités de l'élection présidentielle sont fixées par la loi.

Amg. 71 : Aselway n tegduda yettwafren ar wastay , ameyrad , usrid akked wuffir . Afran yettwajmae s tuget tamagdazt n wastayen yettwasenfalin. Ttimackutin nniḍen n ufran aselwayan rekdent syur asaḍuf.

Art. 72 : Le Président de la République exerce la magistrature suprême dans les limites fixées par la Constitution.

Amg. 72 : Aselway n tegduda yelyen tinneflest tunniḡ di tliṣa yrekden syur tamendawt.

Art. 73 : Pour être éligible à la Présidence de la République, le candidat doit :

- Jouir uniquement de la nationalité algérienne d'origine ;
- Etre de confession musulmane ;

- Avoir quarante (40) ans révolus au jour de l'élection ;
- Jouir de la plénitude de ses droits civils et politiques ;
- Attester de la nationalité algérienne du conjoint ;
- Justifier de la participation à la Révolution du 1er Novembre 1954 pour les candidats nés avant juillet 1942 ;
- Justifier de la non-implication des parents du candidat né après juillet 1942, dans des actes hostiles à la Révolution du 1er Novembre 1954 ;
- Produire la déclaration publique du patrimoine mobilier et immobilier, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Algérie. D'autres conditions sont prescrites par la loi.

Amg. 73 : Akken ad yili **éligible** yer tselwit n tegduda, amazwar ilaq-as :

- Arem ḥaca n tyelnawit tazayrit n lašel;
- Tilin n uqirri tineslemt ;
- Səaya n rebein sna ummiden ass-nni n ufran;
- Arem n useyred i yizerfan-is tiyarimin d iser tanem;
- Aselken n tyelnawit tazayrit n ucrik;
- Asebgen n uttiki yer tagrawla n 1 di wember 1994 i ymazwaren ilulen uqbel yulyu 1942;
- Asebgen n war aselkan n yimawlan n umazwar ilulen imir yulyu 1942 deg warraten n teedawt yer tegrawla n 1 di wember 1954;
- Asfares aswenni azayez n tgemmi taraka d wezdayan, atas s agemsu wala s uffiy n lezzayer tiwtilin nniḍen tuglimin syur usaḍuf.

Art. 74 : La durée du mandat présidentiel est de cinq (5) ans. Le Président de la République est rééligible [Révision constitutionnelle du 15 novembre 2008].

Amg. 74 : Tanzagt n asmagel tselwit d xemsa semmus n snin. Aselway n tagduda d **rééligible** [Asmekti amendaw n 15 di wember 2008].

Art. 75 : Le Président de la République prête serment devant le peuple et en présence de toutes les hautes instances de la Nation, dans la semaine qui suit son élection. Il entre en fonction aussitôt après sa prestation de serment.

Amg. 75 : Aselway n tagduda yerdel tagallit sdat n weyref akked s tilin n yakk tummanin tunnigin n uylan, di dduert yetṭafaren afran-is. Yekcem s twuri imiren imir tazait-ines n tgallit.

Art. 76 : Le Président de la République prêche serment dans les termes ci-après :

Art. 77 : [Révision constitutionnelle du 15 novembre 2008] - Outre les pouvoirs que lui confèrent expressément d'autres dispositions de la Constitution, le Président de la République jouit des pouvoirs et prérogatives suivants :

- 1- Il est le Chef suprême de toutes les Forces Armées de la République ;
- 2- Il est responsable de la Défense Nationale ;
- 3- Il arrête et conduit la politique extérieure de la Nation ;
- 4- Il préside le Conseil des Ministres ;
- 5- Il nomme le Premier ministre et met fin à ses fonctions ;
- 6- Sous réserve des dispositions de l'article 87 de la Constitution, le Président de la République peut déléguer une partie de ses prérogatives au Premier ministre à l'effet de présider les réunions du Gouvernement ;
- 7- Il peut nommer un ou plusieurs vice-premiers ministres afin d'assister le Premier ministre dans l'exercice de ses fonctions et met fin à leurs fonctions ;
- 8- Il signe les décrets présidentiels ;
- 9- Il dispose du droit de grâce, du droit de remise ou de commutation de peine ;
- 10- Il peut, sur toute question d'importance nationale, saisir le peuple par voie de référendum ;
- 11- Il conclut et ratifie les traités internationaux ;
- 12- Il décerne les décorations, distinctions et titres honorifiques d'Etat.

Amg. 77 : [Asmekti amendaw n 15 di wember 2008] nnig iduba i yefka s uzmini igarrizen-nniḍen n tmendawt, aselway n tagduda yurem iduba d yimahilen id yetteddun :

- 1- D ayella unnig n yakk tudsiyin n yiferdasen n tegduda ;
- 2- D amasay n wastan ayelnaw;
- 3- yeytes yerna yesselḥay tasertit n beḥra n uylan;
- 4- Yesselwi aseqqamu n yineylan ;
- 5- Yezlem aneylaf amezwaru yerra yettara taggara s twuriwin-is;
- 6- Ddaw n uḥric n yigarrizen n umgarad 87 n tmendawt, aselway n tegduda yezmer ad yesmigel aḥric n yimahilen-is i uneylaf amezwaru s asemdu n uselwi n temlilyinn n unabaḍ;
- 7- Yezmer ad yezlem yiwen ney ugar n yinegza imezwura ineylafen akken ad yili uneylaf amezwaru deg ulaymu n twuriwin-is yerna ad yerr taggara i twuriwin-nsen;

- 8- Yureb tanaṭin tiselwayanin ;
- 9- Yettseggim azref n usuref, n uzref n ujmaε ney n ubeddel n tefgurt ;
- 10- Yezmer, yef yakk asteqsi n texxutert tayelnawt, mmeṣ ayref syur aṣaras n uḡdayar ;
- 11- Yesegray yerna yesentam ayanen igraylanen;
- 12- yessuneḡ timidag, imgerraden d yezwal iserhiyen n uwanak;

Art. 78 : Le Président de la République nomme :

- 1- Aux emplois et mandats prévus par la Constitution ;
- 2- Aux emplois civils et militaires de l'Etat ;
- 3- Aux désignations arrêtées en Conseil des Ministres ;
- 4- Le Président du Conseil d'Etat ;
- 5- Le Secrétaire Général du Gouvernement ;
- 6- Le Gouverneur de la Banque d'Algérie ;
- 7- Les Magistrats ;
- 8- Les responsables des organes de sécurité ;
- 9- Les walis Le Président de la République nomme et rappelle les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires de la République à l'étranger. Il reçoit les lettres de créance et de rappel des représentants diplomatiques étrangers.

Amg. 78 : Aselway n tagduda yefren :

- 1- I timras d yisemgalen yurden syur tmendawt;
- 2- I timras tiyarimin d tserdasin n uwanak;
- 3- I tumlin tiṣtasin s useqqamu n yineṣlafen;
- 4- Aselway n useqqamu n uwanak;
- 5- Amaray amatu n unabaḡ ;
- 6- Anabaḡ n tanelyast n lezzayer;
- 7- Ineflas ;
- 8- Imassayen n yigman n tyellist ;
- 9- Lwaliwat aselway n tagduda yefren yerna yesmektay inmahalen yerna yettcegie-iten d ixlafen n tegduda s amagar. Yettaṭṭaf-d tibratin n tserwest d usmrkti i yigensasen **diplomatiques**

Art. 79 : [Révision constitutionnelle du 15 novembre 2008] - Le Président de la République nomme les membres du Gouvernement après consultation du Premier ministre. Le Premier

ministre met en oeuvre le programme du Président de la République et coordonne, à cet effet, l'action du Gouvernement. Le Premier ministre arrête son plan d'action en vue de son exécution et le présente en Conseil des ministres.

Amg. 79 : [Asmekti amendaw n 15 di wember 2008]-Aselway n tegduda yefren imedrawn n unabađ imir asesten n useylaf amenzu.

- Aneylaf amenzu yegger s uxeddim ahlil n uselway n tegduda yerna yezdi, s asendu-agi, tigawt n unabađ.

- Aneylaf amezwaru yeytes ayawas-is n tigawt d tmuyli n uselkem-ines yerna yeseneat-it s asqamu n yineylafen.

Art. 80 : [Révision constitutionnelle du 15 novembre 2008] - Le Premier ministre soumet son plan d'action à l'approbation de l'Assemblée Populaire Nationale. Celle-ci ouvre à cet effet un débat général. Le Premier ministre peut adapter ce plan d'action, à la lumière de ce débat, en concertation avec le Président de la République. Le Premier ministre présente au Conseil de la Nation une communication sur son plan d'action tel qu'approuvé par l'Assemblée Populaire Nationale. Le Conseil de la Nation peut émettre une résolution.

Amg. 80 : [Asmekti amendaw n 15 di wember 2008] -Aneylaf amezwaru yunez ayawas-is n tigawt s amtawi n ugraw ayerfan. Tagi teldi s asendu askati amatu. Aneylaf amezwaru yezmer ad sezg ayawas-agi n tigawt, yer tafat n uskasi s uzuggi akked uselway n tegduda. Aneylaf amezwaru yeseneet ar usqamu n uylan taywalt yef uyamas-agi n tigawt, yer tafat n uskasi s uzuggi akked uselway n tegduda. Aneylaf amezwaru yeseneet ar usqamu n uylan taywalt yef uyamas n tigawt am tin ideggan syur agraw ayerfan ayelnaw.

Aseqqamu n uylan yezmer ad yesgel tifra.

Art. 8 : [Révision constitutionnelle du 15 novembre 2008] - En cas de non approbation de son plan d'action par l'Assemblée Populaire Nationale, le Premier ministre présente la démission du Gouvernement au Président de la République. Celui-ci nomme à nouveau un Premier ministre selon les mêmes modalités.

Amg. 81 : [Asmekti amendaw n 15 di wember 2008] –Deg addad n war antawi n uyawas-is n tigawt syur agraw ayerfan ayelnaw, aneylaf amezwaru yessars atixer n unabađ ar uselway n tegduda. Wagi yefren s amaynut aneylaf amezwaru elahsab n timackutin tikniwin.

Art. 82 : Si l'approbation de l'Assemblée Populaire Nationale n'est de nouveau pas obtenue, l'Assemblée Populaire Nationale est dissoute de plein droit. Le Gouvernement en place est maintenu pour gérer les affaires courantes, jusqu'à

L'élection d'une nouvelle Assemblée Populaire Nationale qui doit intervenir dans un délai maximal de trois (3) mois.

Amg. 82 : Ma yella amtawi n ugraw aƣerfan aƣelnaw ur yelli d amaynut ur d yewwi, agraw aƣerfan aƣelnaw yesselgem n uzref aččuran. Anabađ s wadeg yettawahrez akken ad yessefrek timsal yettarrun, almi d tafrant n ugraw aƣerfan aƣelnaw amaynut i wumi ilaq ad yekcem deg tfada tafellayt n krađ n wagguren

Art. 83 : Le Premier ministre exécute et coordonne le plan d'action adopté par l'Assemblée Populaire Nationale.

Amg.83 : Aneƣlaf amezwaru yesselkem yerna yezdi aƣawas n tigawt yettwazedlen syur agraw aƣerfan aƣelnaw.

Art. 84 : Le Gouvernement présente annuellement à l'Assemblée Populaire Nationale, une déclaration de politique générale. La déclaration de politique générale donne lieu à débat sur l'action du Gouvernement. Ce débat peut s'achever par une résolution. Il peut également donner lieu au dépôt d'une mention de censure par l'Assemblée Populaire Nationale, conformément aux dispositions des articles 135, 136 et 137 ci- dessous. Le Premier ministre peut demander à l'Assemblée Populaire Nationale un vote de confiance. Si la motion de confiance n'est pas votée, le Premier ministre présente la démission du Gouvernement. Dans ce cas le Président de la République, peut avant l'acceptation de la démission, faire usage des dispositions de l'article 129 ci-dessous. Le Gouvernement peut également présenter au Conseil de la Nation une déclaration de politique générale.

Amg. 84 : Anabađ ad yeđder yal aseggas s agraw aƣerfan aƣelnaw, aswenni n tsertit tamatut.

Aswenni n tsertit tamatut yettakk adeg s askasi ƣef tigawt n unabad.

Askati-agi yezmer ad yekfu s tifra. Yezmer dayen ad yefk adeg ar usarsi n ubdar n tedrest syur agraw aƣerfan aƣelnaw, ƣef lahsab n yiseggimen n yimagraden 135,136 d 137 n seddaw.

Anaƣlaf amezwaru yezmer ad yessuter i wegraw aƣerfan aƣelnaw adƣar n teflest.

Ma yella tamust n teflest ur tefrin ara aneƣlaf amezwaru yessers atixxer n unabad.

Di tejrut-agi aselway n tegduda, yezmer uqbel aqbal n utixxer, ad yesseqdec igerrizen n umagrad 129 s-daw.

Anabađ yezmer dayen ad yili deg useqqamu n uylan aswenni n tsertit tamatut.

Art. 85 : [Révision constitutionnelle du 15 novembre 2008] - Outre les pouvoirs que lui confèrent expressément d'autres dispositions de la Constitution, le Premier ministre exerce les attributions suivantes :

- 1- Il répartit les attributions entre les membres du Gouvernement, dans le respect des dispositions constitutionnelles ;
- 2- Il veille à l'exécution des lois et règlements ;
- 3- Il signe les décrets exécutifs, après approbation du Président de la République ;
- 4- Il nomme aux emplois de l'Etat, après approbation du Président de la République et sans préjudice des dispositions des articles 77 et 78 ci-dessus ;
- 5- Il veille au bon fonctionnement de l'administration publique.

Amg. 85 : [Asmekti amendaw n 15 di wember 2008] -Nnig iduba wid i wumi fkan s uflalay igerrizen nniden s tmendawt, aneylaf amezwaru yelyem tinefkiyin id yetteddun :

- 1- Ibettu inefkiyen gar inegrawen n unabađ, s leqder i yigerrizen imendawen;
- 2- Yetteawaz s uselkem n yisuđaf d tifra;
- 3- Yureb tanađin tiselkamin imir amtawi n uselway n tegduda;
- 4- Yefren i temras n uwanak, amir amtawi n uselway n tegduda yerna war ameyzad n yigerrizen n yimagraden 77 d 78 n s-daw-agi;
- 5- Yetteawaz i tiddit igerzen n tedbelt uzayez;

Art. 86 : Le Premier ministre peut présenter au Président de la République la démission du Gouvernement.

Amg. 86 : Aneylaf amezwaru yezmer ad yili ar uselway n tegduda utixxer n unabađ.

Art. 87 : Le Président de la République ne peut, en aucun cas, déléguer le pouvoir de nommer le Premier ministre, les membres du Gouvernement, ainsi que les Présidents et membres des institutions constitutionnelles pour lesquels un autre mode de désignation n'est pas prévu par la Constitution.

De même, il ne peut déléguer son pouvoir de recourir au référendum, de dissoudre l'Assemblée Populaire Nationale, de décider des élections législatives anticipées, de mettre en oeuvre les dispositions prévues aux articles 77, 78, 91, 93 à 95, 97, 124, 126, 127, et 128 de la constitution.

Amagrad 87 : Aselway n tegduda ur yezmir, i ula d addad, anesmigel n udabu n ufran aneylaf amezwaru, imedrawen n unabađ akked iselwayen d yimedrawen n tisuda timendawin i nutenti askar nniđen n uskan ur yurid ara syur tmendawt.

Am akken, ur yezmir ad yesmigel adabu-ines n usuter ar uydayar, n uselway agraw ayerfan ayelnaw, n uytas n tefranin tisentiyin yettwabnan n usarsi s uxeddim n yigerrizen yurden ar yimagraden 77, 78, 91 ar 95, 97, 124, 126, 127 akked 128 n tmendawt.

Art. 88 : Lorsque le Président de la République, pour cause de maladie grave et durable, se trouve dans l'impossibilité totale d'exercer ses fonctions, le Conseil Constitutionnel, se réunit de plein droit, et après avoir vérifié la réalité de cet empêchement par tous moyens appropriés, propose, à l'unanimité, au Parlement de déclarer l'état d'empêchement.

Le Parlement siégeant en chambres réunies déclare l'état d'empêchement du Président de la République, à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres et charge de l'intérim du Chef de l'Etat, pour une période maximale de quarante cinq (45) jours, le Président du Conseil de la Nation, qui exerce ses prérogatives dans le respect des dispositions de l'article 90 de la Constitution. En cas de continuation de l'empêchement à l'expiration du délai de quarante cinq (45) jours, il est procédé à une déclaration de vacance par démission de plein droit, selon la procédure visée aux alinéas ci-dessus et selon les dispositions des alinéas suivants du présent article.

En cas de démission ou de décès du Président de la République, le Conseil Constitutionnel se réunit de plein droit et constate la vacance définitive de la Présidence de la République. Il communique immédiatement l'acte de déclaration de vacance définitive au Parlement qui se réunit de plein droit. Le Président du Conseil de la Nation assume la charge de Chef de l'Etat pour une durée maximale de soixante (60) jours, au cours de laquelle des élections présidentielles sont organisées.

Le Chef de l'Etat, ainsi désigné, ne peut être candidat à la Présidence de la République. En cas de conjonction de la démission ou du décès du Président de la République et de la vacance de la Présidence du Conseil de la Nation, pour quelque cause que ce soit, le Conseil

Constitutionnel, se réunit de plein droit et constate à l'unanimité la vacance définitive de la Présidence de la République et l'empêchement du Président du Conseil de la Nation. Dans ce cas, le Président du Conseil Constitutionnel assume la charge de Chef de l'Etat dans les conditions fixées aux alinéas précédents du présent article et à l'article 90 de la Constitution. Il ne peut être candidat à la Présidence de la République.

Amg : 88 : Asmi aselway n tegduda i temtilt n waṭṭan i weeren d amenzug, yettili deg uwezɣi uyrid n ulyem n twuriwin-is, aseqqamu amendaw, yettemlili s uzref aččuran, yarna imir yessefqad tilawt n usqiṭṭee-agi s yak allalen iwatan, ysummer, s anemzal, ar umni n uswenni awanak n usqiṭṭee.

Amni yestel s texxamin yedduklen yeswenni awanak n usqiṭṭee n uselway n tegduda, s tuget n sin imuren si kraḍ (2/3) n yimedrawen-is yarna yetteebbi s yimezdi n uyella n uwanak s tallit taddayt n (45) ukuz n tmerwin d semmus n wussan, aselway n useqqamu n uylan win ileymen imahilen-is di leqder n yigerrizen n umagrad 90 n tmendawt.

Ma yella-d ukemmel n usqiṭṭee s keffu n tfada n ukuz n tmarwin d semmus n wussan, yettwasker s uswenni n umaris s utixxer n uzref aččuran, leḥsab n tsekkir tizitla i yikuffiḍen n usawen d leḥsab n yigerrizen n yikuffiḍen i d-yetteddun n umagrad zdat-nney.

Mayella-d utixer ney tamettant n uselway n tegduda aseqqamu amendaw yenejmae uzref aččuran yerna iwala amaris n lebda n tselwit n tegduda. Ysselyuy umatu arra n uswenni n umaris n lebda deg umni yettnejmaeen d uzref aččuran.

Aselway n useqqamu n uylan ad ibib taekkemt n uyella n uwanak i tenzagt tafellayt n (60) seddis n tmerwin n wussan, di tefranin-is n tselwit ttwadsent.

Ayella n uwanak, dayen yemmal, ur yezmir ad yili d amazwar s telwit n tegduda.

Ma tella-d tesyunt n utixxer ney n tmettant n uselway n tagduda akked wid n umaris n tselwit n useqqamu n uylan, i kra n tmental ama, d aseqqamu amendaw, yennejmaeen s uzref aččuran yerna iwala s anemzal amaris n lebda n tselwit n tagduda d sqiṭṭae n uselway n useqqamu n uylan.

Di tejruṭ-agi, aselway n useqqamu amendaw ad ibib taekkemt n uyella n uwanak di tewtilin yrekden i ykuffiḍen ieeddan deg magrad-agi d umagrad 90 n tmendawt. Ur yezmir ad yili d amazwar yer tselwit n tagduda.

Art. 89 : Lorsque l'un des candidats présents au second tour de l'élection présidentielle décède, se retire ou est empêché par toute autre raison, le Président de la République en exercice ou celui qui assume la fonction de chef de l'Etat demeure en fonction jusqu'à la proclamation de l'élection du Président de la République. Dans ce cas, le Conseil Constitutionnel proroge le délai d'organisation de l'élection pour une durée maximale de soixante (60) jours. Une loi organique déterminera les conditions et modalités de mise en oeuvre des présentes dispositions.

Amg.89 : Mi ara yili yiwen deg mazwaren d amha n nubba tis snat n tefrant tselwit yemmut ad yeffey ney yettwasqaṭṭee syur yakk timental-nniḍen , aselway n tegduda deg laymu ney win ara ybiben tawuri n uyella n uwanak ad yeqqim s twuri almi d taseyrut n ufran n uselway n tagduda .

Di tejruṭ-agi, aseqqamu amendaw ad iwexxer tefada n tusda n ufran i tenzagt tafellayt n seddis n tmerwin (60) n wussan .

Asaḍuf agmanan ad yeguccel tiwtilin d temackut n tguri s uxdam n yimha igarrizen.

Art. 90 : Le Gouvernement, en fonction au moment de l'empêchement, du décès ou de la démission du Président de la République, ne peut être démis ou remanié jusqu'à l'entrée en fonction du nouveau Président de la République. Dans le cas où le Premier ministre en fonction, est candidat à la Présidence de la République, il démissionne de plein droit. La fonction de Premier ministre est assumée par un autre membre du Gouvernement désigné par le Chef de l'Etat.

Pendant les périodes des quarante cinq (45) jours et des soixante (60) jours prévus aux articles 88 et 89, il ne peut être fait application des dispositions prévues aux alinéas 9 et 10 de l'article 77 [Révision constitutionnelle du 15 novembre 2008] et aux articles 79, 124, 129, 136, 137, 174, 176 et 177 de la Constitution. Pendant ces mêmes périodes, les dispositions des articles 91, 93, 94, 95 et 97 de la

Constitution ne peuvent être mises en oeuvre qu'avec l'approbation du Parlement siégeant en chambres réunies, le Conseil Constitutionnel et le Haut Conseil de Sécurité préalablement consultés.

Amg. 90 : Anabađ ,s twuri di tallit n usqitee , n tmettant ney n utixxer n uselway n tegduda , ur yezmir ad yili yettaxxer ney ibeddel almi d anekcum s twuri n uselway n tegduda amaynut .

Di tejruđ anda aneylaf amezwaru s twuri, d amazwar ar tselwit n tagduda, ad yettixer s uzref aččuran. Tawuri n uneylaf amezwaru ad tt-ibibb umedwar nniđen n unabađ yettwafernen syur ayella n uwanak. Di talliyin n (45) ukuz n tmerwin d semmus n wussan d seddis n tmerwin (60) n wussan yurden i ymagraden 88 d 89, ur yezmir ad yexdem asnas n yigarrizen yurden i yikufiđen 9 d 10 n umagrad 77 [Asmekti amendaw n 15 di wember 2008] d yimagraden 79, 124, 129, 136, 137, 174, 176, d 177 n tmendawt .

Di talliyin-agi tikniwin , igarrizen n yimagraden 91, 93, 94, 95, 97, n tmendawt ur zmirent ad ilint d tigura s uxdam ħaca s umtawi n umni isetlen di texxamin yedduklen , aseqqamu amendaw d useqqamu unnig n tyellist s usezwer asestan .

Art. 91 : En cas de nécessité impérieuse, le Haut Conseil de Sécurité réuni, le Président de l'Assemblée Populaire Nationale, le Président du Conseil de la Nation, le Premier ministre et le Président du Conseil Constitutionnel consultés, le Président de la République décrète l'état d'urgence ou l'état de siège, pour une durée déterminée et prend toutes les mesures nécessaires au rétablissement de la situation. La durée de l'état d'urgence ou de l'état de siège ne peut être prorogée qu'après l'approbation du Parlement siégeant en chambres réunies.

Amg. 91 : Ma tella-d teđullit **impérieuse**, aseqqamu unnign tyellit nejmaeën , aselway n ugraw ayerfan ayelnaw , aselway n useqqamu n uylan , aneylaf amezwaru d uselway n useqqamu amendaw asestan , aselway n tagduda yerad tayara n tizwirt ney tayara n usutel i tenzagt yegguccelen yerna yeddem akk akaten iferriyen i tririt n waddad . Tanzagt n tyara n tizwirt ney tayara n usutel ur yezmir ara ad yili yettaxer ħaca imir amtawi n umni s usutel di texxamin yedduklen .

Art. 92 : L'organisation de l'état d'urgence et de l'état de siège est fixée par une loi organique.

Amg. 92 : Asuddes n tyara n tizwirt akked tyara n usutel yerked syur asađuf agmanan.

Art. 93 : Lorsque le pays est menacé d'un péril imminent dans ses institutions, dans son indépendance ou dans son intégrité territoriale, le Président de la République décrète l'état d'exception. Une telle mesure est prise, le Président de l'Assemblée Populaire Nationale, le Président du Conseil de la Nation et le Conseil Constitutionnel consultés, le Haut Conseil de

Sécurité et le Conseil des Ministres entendus. L'état d'exception habilite le Président de la République à prendre les mesures exceptionnelles que commande la sauvegarde de l'indépendance de la Nation et des institutions de la République. Le Parlement se réunit de plein droit. L'état d'exception prend fin dans les mêmes formes et selon les procédures ci-dessus qui ont présidé à sa proclamation.

Amg. 93 : Mi ara tili tmurt teggez s umihi ayudar deg tisuda-ines, di tmument-is ney deg seyred-ines akalan, aselway n tagduda n tnaqt addad n tsureft. Am wakat yettwadmen, aselway n ugraw ayerfan ayelnaw, aselway n useqqamu n uylan d useqqamu amendaw yettwasetnen aseqqamu unnig n tyellist d useqqamu n yineylafen yeslan. Addad n tsureft tessehrec aselway n tagduda akken ad yeddem akaten isuraf i yessuturen ahraz n timument n uylan d tisuda n tagduda .Amni yennejmae s uzref aččuran . Addad n tsureft yeddem tagara di talyiwin tikniwin akked leh̄sab n tsekkirin n ufella yesselwan yer tseyrut-is.

Art. 94 : Le Haut Conseil de Sécurité entendu, le Président de l'Assemblée Populaire Nationale et le Président du Conseil de la Nation consultés, le Président de la République décrète la mobilisation générale en Conseil des Ministres.

Amg. 94 : Aseqqamu unnig n tyellist yefhem , aselway n ugraw ayerfan ayelnaw d uselway n useqqamu n uylan yettwasetnen , aselway n tagduda yenneđ asegrew amatu s useqqamu n yineylafen .

Art. 95 : Le Conseil des Ministres réuni, le Haut Conseil de Sécurité entendu, le Président de l'Assemblée Populaire Nationale et le Président du Conseil de la Nation consultés, le Président de la République déclare la guerre en cas d'agression effective ou imminente, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies. Le Parlement se réunit de plein droit. Le Président de la République informe la Nation par un message.

Amg. 95 : Aseqqamu n Yineylafen nejmaēen, Aseqqamu Unnig n tyellist yefhem, Aselway n Ugraw Ayerfan Ayelnaw d Uselway n Useqqamu n Uylan yettwasetnen, Aselway n Tagduda yeswenni trad ma tella-d tezarnant tasemdayt ney tayudert s urwas i ygarrizen imuqqal u rkawel n Yiylanen Yedduklen. Amni yennejmae s uzref aččuran. Aselway n Tagduda yelya Aylan s yizen.

Art. 96 : Pendant la durée de l'état de guerre, la Constitution est suspendue, le Président de la République assume tous les pouvoirs. Lorsque le mandat du Président de la République vient à expiration, il est prorogé de plein droit jusqu'à la fin de la guerre. Dans le cas de la

démission ou du décès du Président de la République, ou tout autre empêchement, le Président du Conseil de la Nation assume en tant que Chef de l'Etat et dans les mêmes conditions que le Président de la République toutes les prérogatives exigées par l'état de guerre. En cas de conjonction de la vacance de la Présidence de la République et de la

Présidence du Conseil de la Nation, le Président du Conseil Constitutionnel assume les charges de Chef de l'Etat dans les conditions prévues ci-dessus.

Amg. 96 : Di tenzyt n waddad n trad, Tamendawt tettwacengel, Aselway n Tagduda ad ibib akk iduba. Mi ara asmagel n Uselway n Tegduda qrib ad tekfu, yettwastaxer d uzref aččuran almi d taggara n trad. Di tejruṭ n utixxer ney n tmettant n Uselway n Tegduda ney akk asqittæ nniḍen Aselway n Useqqamu n Uylan ad yili amzun d Ayella n Uwanak d tiwtilin tikniwin anda Aselway n Tegduda akk imahilen i d-yettwasutren syur waddad n trad . Di tejruṭ n tesyunt n umaris n Tselwit n Tagduda akked n Tselwit n Useqqamu n Uylan , Aselway n Useqqamu Amendaw ad ibib tišekmin n uyella n Uwanak di tewtilin yurden n s ufella .

Art. 97 : Le Président de la République signe les accords d'armistice et les traités de paix. Il recueille l'avis du Conseil Constitutionnel sur les accords qui s'y rapportent. Il soumet ceux-ci immédiatement à l'approbation expresse de chacune des chambres du Parlement.

Amg.97 : Aselway n Tegduda yezmel imtawayen n ussebdeɛ yerna yeniriliten s talwit. Yemmed alyu n Useqqamu Amendaw yef yimtawayen i yettwagren. Yunez wigi s umatu yer umtawi n tidet n yal yiwet n texxamin n umni.

Chapitre II : Du pouvoir législatif

Ixef II : N udabu asenti

Art. 98 : Le pouvoir législatif est exercé par un Parlement, composé de deux chambres, l'Assemblée Populaire Nationale et le Conseil de la Nation. Le Parlement élabore et vote la loi souverainement.

Amg. 98 : Adabu asenti yettwalyen syur umni, yebḍan yef snat n texxamin, Agraw Ayerfan Ayelnaw d Useqqamu n Uylan. Amni ysuteb yerna yedyer asaḍuf s tenaya.

Art. 99 : Le Parlement contrôle l'action du Gouvernement dans les conditions fixées par les articles 80, 84, 133 et 134 de la Constitution. Le contrôle prévu par les articles 135 à 137 de la Constitution, est exercé par l'Assemblée Populaire Nationale.

Amg. 99 : Amni yessenqed tigawt n unabađ di tewtilin yrekden syur imagraden 80, 84, 133, d 134 n Tmendawt. Asenqed yured syur imagraden 135 almi d 137 n Tmendawt, yelyem syur Agraw Ayerfan Ayelnaw.

Art. 100 : Dans le cadre de ses attributions constitutionnelles, le Parlement doit rester fidèle au mandat du peuple et demeurer à l'écoute permanente de ses aspirations.

Amg. 100 : Deg ukatar n tesnefkiyin-ines Timendawin, amni ilaq ad yeqqim d amekdi ar usmagel n uyref akked uzdey s tmesliwt tamaylalt n yisummuten-ines.

Art. 101 : Les membres de l'Assemblée Populaire Nationale, sont élus au suffrage universel, direct et secret. Les membres du Conseil de la Nation sont élus pour les deux tiers (2/3) au suffrage indirect et secret parmi et par les membres des Assemblées Populaires Communales et de l'Assemblée Populaire de Wilaya.

Un tiers (1/3) des membres du Conseil de la Nation est désigné par le Président de la République parmi les personnalités et compétences nationales dans les domaines scientifique, culturel, professionnel, économique et social. Le nombre des membres du Conseil de la Nation est égal à la moitié, au plus, des membres de l'Assemblée Populaire Nationale. Les modalités d'application du 2ème alinéa ci-dessus sont déterminées par la loi.

Amg. 101 : Imedrawen n Ugraw Ayerfan Ayelnaw, ttwafernen yer westay aseddayan, usrid akked wuffir. Imedrawen n Useqqamu n Uylan ttwafernen i sin wammures si krađ (2/3) yer westay arusrid d wuffir gar akked syur imedrawen n Yegrawen Iyerfanen Iyiwanen akked n Ugraw Ayelnaw ašun

Amur si krađ (1/3) n Yimedrawen n Useqqamu n Uylan yettwaseknen syur Uselway n Tagduda gar tugniwin d tiwza Ayelnaw di Tayulin Usnan, adelsan, amsadur, adamsan d umetti. Amđdan n Yimedrawen n Useqqamu n Uylan ad yili yegda azgen, yer wugar, n yimedrawen n Ugraw Ayerfan Ayelnaw. Timackuđin n usnas n tefselt tis snat n Uyella gucclen syur Usađuf.

Art. 102 : L'Assemblée Populaire Nationale est élue pour une durée de cinq (5) ans. Le mandat du Conseil de la Nation est fixé à six (6) ans. La composition du Conseil de la Nation est renouvelable par moitié tous les trois (3) ans. Le mandat du Parlement ne peut être prolongé qu'en cas de circonstances exceptionnellement graves, empêchant le déroulement normal des élections. Cette situation est constatée par décision du Parlement, siégeant les

deux chambres réunies sur proposition du Président de la République, le Conseil Constitutionnel consulté.

Amg. 102: Agraw ayeṛfan ayelnaw yettwafren i tenzagt n semmus n yiseggasen. Asmagel n useqqamu n uylan yettwaleqqam s wezgen yal kraḍ n yiseggasen.

Asmagel n umni ur yezmir ara ad yiḍzif, ḥaca di tejrut n tegnit s tsureft I yzaden, s uqiṭṭae adlaq anamay n tefranin. Taḡara-agi tettwamuqel syur taytest n umni, setlen snat n texxamin yedduklen yef usumer n uselway n tegduda, aseqqamu amendaw yettwasetlen.

Art. 103 : Les modalités d'élection des députés et celles relatives à l'élection ou à la désignation des membres du Conseil de la Nation, les conditions d'éligibilité, le régime des inéligibilités et des incompatibilités, sont fixés par une loi organique.

Amagrad 103: Timackutin n ufran n yimazanen akked win yeqnen s afran ney s afran n yimedrawen n useqqamu n uylan, **inéligibilité** d warimsuda, yrekden syur asaḍuf agmanan.

Art. 104 : La validation des mandats des députés et celle des membres du Conseil de la Nation relève de la compétence respective de chacune des deux chambres.

Amg. 104: Aseybel n yismaglen n yimazanen akked d tin n yimedrawen n useqqamu n uylan, yesenker udwil n tewzut n yal yiwet n snat n texxamin.

Art. 105 : Le mandat du député et du membre du Conseil de la Nation est national. Il est renouvelable et non cumulable avec d'autres mandat ou fonction.

Amg. 105: Asmagel n umazan d umedraw n useqqamu n uylan d ayelnaw, yettwajeddal yerna ur yettwasmenenay ara akked usmagel ney d twuri nniḍen.

Art. 106 : Le député ou le membre du Conseil de la Nation qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions de son éligibilité encourt la déchéance de son mandat. Cette déchéance est décidée selon le cas par l'Assemblée Populaire Nationale ou le Conseil de la Nation à la majorité de leurs membres.

Amg. 106: Amazan ney amedraw n useqqamu n uylan d win ur yettaččaren ara yak tiwtilin n **éligibilité-ines** yuklalen ayelluy n usmagel-ines.

Ayelluy-agi yeytes leḥsab n tejrut syur ugraw ayeṛfan ayelnaw ney useqqamu n uylan s tuget n yimedrawen-nsen.

Art. 107 : Le député ou le membre du Conseil de la Nation engage sa responsabilité devant ses pairs qui peuvent révoquer son mandat s'il commet un acte indigne de sa mission. Le règlement intérieur de chacune des deux chambres fixe les conditions dans lesquelles un député ou un membre du Conseil de la Nation peut encourir l'exclusion. Celle-ci est prononcée selon le cas, par l'Assemblée Populaire Nationale ou le Conseil de la Nation, à la majorité de ses membres, sans préjudice de toutes autres poursuites de droit commun.

Amg. 107: Amazan ney amedraw n useqqamu n uylan yurez ayalf-is tanebdaṭ sdat n tyugiwin-is tid izemre ad sidwent asmagel-ines ma yegga urrif n tuydaṭ-is Tifra agensan n yal yiwet n snat n texxamin, teserked tiwtilin deg-sent amazan ney amedraw n useqqamu n uylan yezmer ad yuklat asufey.

Tagi tettwasusru ilmend n tejruṭ, syur agraw aṣerfan aṣelnaw aseqqamu n uylan, s tuget n yimedrawen-ines, war aburu n yak aḍfaren-nniḍen n wezref ucrik.

Art. 108 : Les conditions dans lesquelles le Parlement accepte la démission d'un de ses membres sont fixées par la loi organique.

Amg. 108: Tiwtilin ideg amni yeqbel atixer n yiwen n yimedrawen-is rekden syur asaḍuf agmanan.

Art. 109 : L'immunité parlementaire est reconnue aux députés et aux membres du Conseil de la Nation pendant la durée de leur mandat. Ils ne peuvent faire l'objet de poursuite, d'arrestation ou en général de toute action civile ou pénale ou pression, en raison des opinions qu'ils ont exprimées, des propos qu'ils ont tenus ou des votes qu'ils ont émis dans l'exercice de leur mandat.

Amg. 109: L'immunité tawamnit tettwaεqel ar yimazanen akked yimedrawen n useqqamu n uylan deg tenzagt n usmagel-nsen.

Ur zmiren ad xedmen taṣawsa n uḍfar, n uneḥbus ney s umata n yak tigawt taṣarimt ney tafgurt ney lḥars, s teyzint n turdiwin id-senfalin n yeḥ wid I ṭfen ney n tefranin wid iseglen deg ulaymu n usmagel-nsen.

Art. 110 : Les poursuites ne peuvent être engagées contre un député ou un membre du Conseil de la Nation, pour crime ou délit, que sur renonciation expresse de l'intéressé ou sur autorisation, selon le cas, de l'Assemblée Populaire Nationale ou du Conseil de la Nation, qui décide à la majorité de ses membres la levée de son immunité.

Amg. 110: Idfiren ur zmiren ad ilin urzen mgal amazan ney amedraw n useqqamu n uylan I wanya ney tirmeggit, haca deg uceaf azmin n bab-is, ney yef turagt, lehşab n tejruṭ, aṣerfan aṣelnaw ney n useqqamu n uylan, ara yyetsen ar tuget n yimedrawen-is, d tnekra **n immunité-is.**

Art. 111 : En cas de flagrant délit ou de crime flagrant, il peut être procédé à l'arrestation du député ou du membre du Conseil de la Nation. Le bureau de l'Assemblée Populaire Nationale ou du Conseil de la Nation, selon le cas, en est immédiatement informé. Il peut être demandé par le bureau saisi, la suspension des poursuites et la mise en liberté du député ou du membre du Conseil de la Nation; il sera alors procédé conformément aux dispositions de l'article 110 ci-dessus.

Amg. 111: Di tejruṭ n tuṭṭfa tirmeggit ney n wanya yettwaṭṭfen, yezmer ad yili yettwasker s aḥbas n umazan ney n umedraw n useqqamu n uylan. Anaray n ugraw aṣerfan aṣelnaw ney n useqqamu n uylan lehşab n tejruṭ nesselyuy imir. Yezmer ad yili yettwasuter syur anaray yettwadmen, aglulu n yeḍfiren d tguri s tlelli n umaza

Art. 112 : Une loi organique détermine les conditions de remplacement d'un député ou d'un membre du Conseil de la Nation en cas de vacance de son siège.

Amg. 112 : Asaḍuf agmanan yeggucel tiwtilin n uyram n umazan ney n umedraw n useqqamu n uylan di tejruṭ n umaris n ustel-ines.

Art. 113 : La législature débute de plein droit le dixième jour suivant la date d'élection de l'Assemblée Populaire Nationale, sous la présidence de son doyen d'âge assisté des deux députés les plus jeunes. L'Assemblée Populaire Nationale procède à l'élection de son bureau et à la constitution de ses commissions. Les dispositions ci-dessus sont applicables au Conseil de la Nation.

Amg. 113 : Asenti izeggir s uzref aččuran ass wis mraw s weḍfer n uzemz n tefranin n ugraw aṣerfan aṣelnaw seddaw n tselwit n uzemni-ines n tnuda iḥedren n sin n yimazanen imecṭaḥ maḍi Agraw aṣerfan aṣelnaw yesker yer ufran n unaray-ines akked ar tmendawt n tesmilin-ines. Igerrizen n sufella ttwasnent s useqqamu n uylan.

Art. 114 : Le Président de l'Assemblée Populaire Nationale est élu pour la durée de la législature. Le Président du Conseil de la Nation est élu après chaque renouvellement partiel de la composition du Conseil.

Amg. 114 : Aselway n ugraw aƳerfan aƳelnaw yettwafren i tenzagt n usenti. Aselway n useqqamu n uƳlan yettwafren imir yal ajeddel abruyan n tsuddest n useqqamu.

Art. 115 : L'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée Populaire Nationale et du Conseil de la Nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le Gouvernement, sont fixés par une loi organique. Le budget des deux chambres, ainsi que les indemnités des députés et des membres du Conseil de la Nation, sont déterminés par la loi. L'Assemblée Populaire Nationale et le Conseil de la Nation élaborent et adoptent leur règlement intérieur.

Amg. 115 : Tuddsa d tiddit n ugraw aƳerfan aƳelnaw d useqqamu n uƳlan , am akken assaƳen iwuranen gar texxamin , am akken arrazen n yimazanen d yimedrawen n useqqamu n uƳlan , gucclen syur asaɗuf. Agraw aƳerfan aƳelnaw d useqqamu n uƳlan sutber yerna zedlen tiffra-nsen tagensayt.

Art. 116 : Les séances du Parlement sont publiques. Il en est tenu un procès-verbal dont la publicité est assurée dans les conditions fixées par la loi organique. L'Assemblée Populaire Nationale et le Conseil de la Nation peuvent siéger à huis-clos, à la demande de leurs présidents, de la majorité de leurs membres présents ou du Premier ministre.

Amg. 116 : Tineqquma n umni d tizuyaz, tɥfen-as azmaz anda adellel yettwasenkede di tewtilin irekden syur asaɗuf agmanan. Agraw aƳerfan aƳelnaw d useqqamu n uƳlan zemren ad setlen s wass azayez ,s usuter n uselway-nsen , n tuget n yimedrawen-nsen yettikin neƳ n uselway amezwaru.

Art. 117 : L'Assemblée Populaire Nationale et le Conseil de la Nation créent des commissions permanentes dans le cadre de leur règlement intérieur.

Amg. 117 : Agraw aƳerfan aƳelnaw d useqqamu n uƳlan snulfand tismilin timeƳlanin deg ukatar n tiffra-nsen tagensayt.

Art. 118 : Le Parlement siège en deux sessions ordinaires par an, chacune d'une durée minimale de quatre (4) mois. Le Parlement peut être réuni en session extraordinaire sur initiative du Président de la République. Il peut également être réuni par le Président de la République à la demande du Premier ministre ou à la demande des deux tiers (2/3) des membres composant l'Assemblée Populaire Nationale. La clôture de la session extraordinaire intervient dès que le Parlement a épuisé l'ordre du jour pour lequel il a été convoqué.

Amg. 118: Amni yestel yef snat n teglelliyin timagnawin n yal aseggas, yal yiwet s tenzagt taddayt n ukuz n wagguren.

Amni yezmer ad yili yennejmae syur taglellit tafeynamit yef tmezwarut n uselway n tagduda.

Yezmer dayen ad yili yennejmae syur aselway n tagduda s usuter n uneylaf amezwaru ney s usuter n sin imuren s krađ imedrawen yeddsen agraw ayerfan ayelnaw.

Zzerb n teglellit tafeynamit ad yekcem akken kan. Amni yerza ahil n temlilit i win yettwadelyen.

Art. 119 : L'initiative des lois appartient concurremment au Premier ministre et au députés. Les propositions de lois, pour être recevables, sont déposées par vingt (20) députés. Les projets de lois sont présentés en Conseil des Ministres après avis du Conseil d'Etat puis déposés par le Premier ministre sur le bureau de l'Assemblée Populaire Nationale.

Amg. 119 : Tamezwarut n yisuđaf tettili s tdukli I uneylaf amezwaru ar yimazanen.

Isummar n yisuđaf, iwakken ad ilint ttwadgent, ttwaseglent syur snat n tmerwin imazanen.

Isefaren n usađuf Һedren deg useqqamu n yineylafen imir alyu n useqqamu n uwanak yettwasgel syur aneylaf amezwaru yer unaray n ugraw ayerfan ayelnaw.

Art. 120 : Pour être adopté, tout projet ou proposition de loi, doit faire l'objet d'une délibération successivement par l'Assemblée Populaire Nationale et par le Conseil de la Nation. La discussion des projets ou propositions de lois par l'Assemblée Populaire Nationale porte sur le texte qui lui est présenté. Le Conseil de la Nation délibère sur le texte voté par l'Assemblée Populaire Nationale et l'adopte à la majorité des trois quart (3/4) de ses membres.

En cas de désaccord entre les deux chambres, une commission paritaire, constituée des membres des deux chambres, se réunit à la demande du Premier ministre pour proposer un texte sur les dispositions objet du désaccord. Ce texte est soumis par le Gouvernement à l'adoption des deux chambres et n'est pas susceptible d'amendement, sauf accord du Gouvernement. En cas de persistance du désaccord, ledit texte est retiré. Le Parlement adopte la loi de finances dans un délai de soixante quinze (75) jours au plus tard, à compter de la date de son dépôt, conformément aux aliénas précédents. En cas de sa non adoption dans le délai

imparti, le Président de la République promulgue le projet du Gouvernement par ordonnance. Les autres procédures seront fixées par la loi organique visée à l'article 115 de la Constitution.

Amg. 120 : Akken ad ttzedleđ , yak asenfar ney asumer n usađuf, ilaq ad yexdem iswi n tuzzya s umseđfer syur agraw ađerfan ađerlanaw akked dayen syur aseqqamu n uylan.

Ameslay n yisenfaren ney isummar n usađuf syur agraw ađerfan ađerlanaw, yettawi-d yef uđris I tid yeseneaten. Aseqqamu n uylan ad yezzey yef uđris yettwafernen syur agraw ađerfan ađerlanaw yerna I zedlit s tuget n krađ n yimuren si ukuz (3/4) n yimedrawen-is. Di tejrut n tyennant gar snat n texxamin, tasmilt ayensinan tesbed imedrawen n snat n texxamin, ttnejmaeen s usuter n uneylaf amezwaru akken ad tsumer ađris yer yigerrizen, iswi n tyennant.

Ađris-agi yettwanez syur anabađ s tezdelt n snat n texxamin yerna ur yelli d ađerraq n tenwit, siwa amwalin n unabađ. Di tejrut n uggulez n tyennant, yenna-d uđris yettwasufey. Amni yezdel asađuf n tızraf di tenzagt n řa n tmerwin d semmus (75) n wussan, ar ticki s usmiđen n uzemz n usersi-ines, s umsada ar ikufiđen imezwura. Di tejrut n war tazdelt-is di tenzagt yettunefken. Aselway n tegduda, ibaređ asenfar n unabađ s ugerrez. Tisekkarin-nniđen ad ttwarekdent syur asađuf agmanan yettwaseman s umagrad 115 n tmendawt.

Art. 121 : Est irrecevable toute proposition de loi qui a pour objet ou pour effet de diminuer les ressources publiques ou d'augmenter les dépenses publiques, sauf si elle est accompagnée de mesures visant à augmenter les recettes de l'Etat ou à faire des économies au moins correspondantes sur d'autres postes des dépenses publiques.

Amg. 121: Ur yettwadag yak isumar n usađuf yesean i yeswi ney i usemdu n usenyas tiybula tizuyaz ney n usnerni n tyussař tizuyaz řaca ma tella-d teddukel s wakaten semnayan s asnerni n yisufar n uwanak ney s usexdem tdamsiwin i nezga yef tnaznin nniđen n tyussař tizuyaz.

Art. 122 : Le Parlement légifère dans les domaines que lui attribue la Constitution, ainsi que dans les domaines suivants:

1 - les droits et devoirs fondamentaux des personnes; notamment le régime des libertés publiques, la sauvegarde des libertés individuelles et les obligations des citoyens;

- 2 - les règles générales relatives au statut personnel et au droit de la famille; et notamment au mariage, au divorce, à la filiation, à la capacité et aux successions;
- 3 - les conditions d'établissement des personnes;
- 4 - la législation de base concernant la nationalité;
- 5 - les règles générales relatives à la condition des étrangers;
- 6 - les règles relatives à l'organisation judiciaire et à la création de juridictions;
- 7 - les règles générales de droit pénal et de la procédure pénale; et notamment la détermination des crimes et délits, l'institution des peines correspondantes de toute nature, l'amnistie, l'extradition et le régime pénitentiaire;
- 8 - les règles générales de la procédure civile et des voies d'exécution;
- 9 - le régime des obligations civiles, commerciales et de la propriété;
- 10 - le découpage territorial du pays;
- 11 - l'adoption du plan national;
- 12 - le vote du budget de l'Etat;
- 3 - la création, l'assiette et le taux des impôts, contributions, taxes et droits de toute nature;
- 14 - le régime douanier;
- 15 - le règlement d'émission de la monnaie et le régime des banques, du crédit et des assurances;
- 16 - les règles générales relatives à l'enseignement et à la recherche scientifique;
- 17 - les règles générales relatives à la santé publique et à la population;
- 18 - les règles générales relatives au droit du travail, à la sécurité sociale et à l'exercice du droit syndical;
- 19 - les règles générales relatives à l'environnement, au cadre de vie et à l'aménagement du territoire;
- 20 - les règles générales relatives à la protection de la faune et de la flore;

- 21 - la protection et la sauvegarde du patrimoine culturel et historique ;
- 22 - le régime général des forêts et des terres pastorales ;
- 23 - le régime général de l'eau ;
- 24 - le régime général des mines et des hydrocarbures ;
- 25 - le régime foncier ;
- 26 - les garanties fondamentales accordées aux fonctionnaires et le statut général de la Fonction Publique ;
- 27 - les règles générales relatives à la Défense Nationale et à l'utilisation des forces armées par les autorités civiles ;
- 28 - les règles de transfert de propriété du secteur public au secteur privé ;
- 29 - la création de catégories d'établissements ;
- 30 - la création de décorations, distinctions et titres honorifiques d'état.

Amg. 122 : Amni **légifère** deg tayulin id as-tefka tmendawt akken dayen deg tayulin I d-yetteddun:

- 1- Izefan d wayanen alasen igejdanen n yemdanen; tayfart aziwa n tlelliyin tizuyaz , aħraz n tlelliyin titarsanin d izuccal n yiyeřman;
- 2- Ilugan immalayen imassayen yer uřayer udmawan akked wezref n twacult; d tayfart yer tissulya, yer berru, yer dderya, yer tezmert akked yimsedfaren;
- 3- Tiwtilin uyuser n yemdanen;
- 4- Asenti n wabuđ yef tyelnawit;
- 5- Ilugan immalayen imassayen ar tewtilt i yimagaren
- 6- Ilugan imassayen yer tuddsas tamagdayt akked wesnulfu n uzraf;
- 7- Ilugan immalayen n uzref afgur akked n tarrayt tafgurt d tayfart n ugucel n wanyaten d tremgatin tasudut n yiylifen imezga n yak agama taefayt, **l'extradition** d uziwa n uqirri;
- 8- Ilugan immalayen n tarrayt tayarimt akked yiberdan n uselkem;
- 9- Aziwa n tmariwin tiyarimin, imzenza akked n tayla;
- 10- Beřtu n wakal n tmurt;

- 11- Tazdelt n uyawas ayelnaw;
- 12- Afran n tiyussar n uwanak;
- 13- Asnulfu, aḍebssi n watug n tewsiwin tumut tizetṭaḍin d yizerfan n yak agama;
- 14- Aziwa n udewwar;
- 15- Tifra n tedwilt n tedrimt d uziwa n tnezraf n usmad d yisenkiden;
- 16- Ilugan immalayan imassayen s almud akked unadi usnan;
- 17- Ilugan immalayan imassayen ar tdawsa tazayezt akked wegdu;
- 18- Ilugan immalyen imassayen ar uzref n umahil, yer tyellist tamettit akked yer ulaymu n uzref anmalan;
- 19- Ilugan immalayan imassayen ar twennaṭ, yer ukatar n tudert akked ar useqæed;
- 20- Ilugan immalayan imassayen, s asehbiber n uxutel akked n fessu;
- 21- Asehbiber d uḥraz n tgemmi tadelsant d tmezrayt;
- 22- Aziwa ammalay n tzegwa d wakalen imeksawen;
- 23- Aziwa amalay n waman;
- 24- Aziwa amalay n yemyizen d **des hydrocarbures**;
- 25- Aziwa n wayla;
- 26- Tiseggarin tigejdanin yeqnen yer yinawuren d uzayer amatu n twuri tazayezt;
- 27- Ilugan immalayan imassayen s astan ayelnaw d useqdec n tezmarin tignanin syur inesduba iyarimen;
- 28- Ilugan n usmutti n tayla n ugzum azayez ar ugzum uslig;
- 29- Asnulfu n taggayin n yesyuren;
- 30- Asnulfu n yedlagen, azlam d yizwal iserhiyen n uwanak;

Art. 123 : Outre les domaines réservés par la Constitution à la loi organique, relèvent également de la loi organique les matières suivantes :

- L'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics ;
- Le régime électoral ;
- La loi relative aux partis politiques ;
- La loi relative à l'information ;
- Les statuts de la magistrature et l'organisation judiciaire ;
- La loi cadre relative aux lois de finances ;
- La loi relative à la sécurité nationale. La loi organique est adoptée à la majorité absolue des députés et à la majorité des trois quarts (3/4) des membres du Conseil de

la Nation. Elle est soumise à un contrôle de conformité par le Conseil Constitutionnel avant sa promulgation.

Amg. 123: Sennig n tayulin igedlen syur tamendawt s usaḍuf agmanan, sbedden dayen asaḍuf agmanan n tnegwa am wakka:

- Tuddsa d tiddit n yiduba izuyaz;
- Aziwa aferdaw,
- Asaḍuf amassay ar ikabaren isertanen;
- Asaḍuf amassay s alyu;
- Izuyar n tneflest d tuddsa tayedmant;
- Asaḍuf , akatar amassay ar yisudaf n tezraf;
- Asaḍuf amassay ar tyellist tayelnawt;
- Asaḍuf agmanan yettwazdel s tuget tamagdazt n yimazanen akked d tuget n kraḍ n ukuz (3/4) n yimedrawen n useqqamu n uylan.

Tunez s asenyed n terwest syur aseqqamu amendaw uqbel asufey-is.

Art. 124 : En cas de vacance de l'Assemblée Populaire Nationale ou dans les périodes d'inter-session du Parlement, le Président de la République peut légiférer par ordonnance. Le Président de la République soumet les textes qu'il a pris à l'approbation de chacune des chambres du Parlement, à sa prochaine session. Sont caduques les ordonnances non adoptées par le Parlement. En cas d'état d'exception défini à l'article 93 de la Constitution, le Président de la République peut légiférer par ordonnances. Les ordonnances sont prises en Conseil des Ministres.

Amg. 124: Di tejrut n umaris n ugraw ayerfan ayelnaw ney di talliyin gar teglellit n umni. Aselway n tagduda yezmer **légiférer** syur agarrez.

Aselway n tagduda yunzen idrisen I yeddem ar uqbal n yal yiwet di texxamin n umni ar teglellit-is id yetteddun. Ttwaşren igarrizen ur yezdilen syur amni.

Di tejrut n uwanak n tsukt tummilt s amagrad 93 n tmendawt, aselway n tagduda yezmer **légiférer** syur agarrez. Igarrizen ttwaddmen s useqqamu n yineylafen.

Art. 125 : Les matières, autres que celles réservées à la loi, relèvent du pouvoir réglementaire du Président de la République. L'application des lois relève du domaine réglementaire du Premier ministre.

Amg. 125 : Tinegwa tiyaḍ yef tid yettwaḥerzen s asaḍuf, isekren n udabu n tifra n Uselway n Tegduda. Asnas n yisudaḍaf n yesker tayult n tifra n uneylaf amezwaru.

Art. 126 : La loi est promulguée par le Président de la République dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de sa remise. Toutefois, lorsque le Conseil Constitutionnel est saisi par l'une des autorités prévues à l'article 166 ci-dessous, avant la promulgation de la loi, ce délai est suspendu jusqu'à ce qu'il soit statué par le Conseil Constitutionnel dans les conditions fixées à l'article 167 ci-dessous.

Amg. 126: Asaḍuf yeffey syur aselway n tagduda di tenzagt n kraḍ n tmerwin (30) n wussan. S usmiḍen n uzemz n tririt-is yal tikkelt, mi ara aseqqamu amendaw yettwaddem syur yiwen n unesdabu yurden s amagrad 166 seddaw, uqbel asufey n usaḍuf. Tanzagt-agi tettwacengel ala ma ara yili yumer syur aseqqamu amendaw di tewtilin irekden s amagrad 167 n seddaw.

Art. 127 : Le Président de la République, peut demander une seconde lecture de la loi votée, dans les trente (30) jours qui suivent son adoption. Dans ce cas, la majorité des deux tiers (2/3) des députés à l'Assemblée Populaire Nationale est requise pour l'adoption de la loi.

Amg. 127: Aselway n Tegduda, yezmer ad yessuter tayuri tis snat n usaḍuf ifernen, di kraḍ n tmerwin n wussan I yetṭafaren azdal-ines.

Di tejrut-agi, tuget n sin imuren si kraḍ (2/3) n yimazanen s agraw aḥerfan aḥelnaw yettwasuter I wezdaḍ n usaḍuf.

Art. 128 : Le Président de la République peut adresser un message au Parlement.

Amg.128: Aselway n Tegduda yezmer ad iceggee isem i wemni.

Art. 129 : Le Président de l'Assemblée Populaire Nationale, le Président du Conseil de la Nation et le Premier ministre consultés, Le Président de la République peut décider de la dissolution de l'Assemblée Populaire Nationale ou d'élections législatives anticipées. Dans les deux cas, les élections législatives ont lieu dans un délai maximal de trois (3) mois.

Amg. 129: Aselway n ugraw aḥerfan aḥelnaw, aselway n useqqamu n uylan d uneylaf amezwaru isetnen, aselway n tagduda yezmer ad yeytes uselyem n ugraw aḥerfan aḥelnaw ney n tefranin s isenta yeszewren. Di snat n tejrut, tiferanin tisenta seant adeg di tenzagt taddayt n kraḍ n wagguren.

Art. 130 : A la demande du Président de la République ou de l'un des Présidents des deux chambres, le Parlement peut ouvrir un débat de politique étrangère. Ce débat peut s'achever, le cas échéant, par une résolution du Parlement, siégeant en chambres réunies, qui sera communiquée au Président de la République.

Amg. 130: S usuter n uselway n tagduda neɣ n yiwen seg yiselwayen n snat n texxamin, amni yezmer ad yeldi askasi n tsertit tamagart. Askasi-agi yezmer ad yekfu, **le cas échéant** syur tifra n umni, isetlen s texxamin yedduklen, ara yilin telya ar uselway n tagduda.

Art. 131 : Les accords d'armistice, les traités de paix, d'alliances et d'union, les traités relatifs aux frontières de l'Etat, ainsi que les traités relatifs au statut des personnes et ceux entraînant des dépenses non prévues au budget de l'Etat, sont ratifiés par le Président de la République, après leur approbation expresse par chacune des chambres du parlement.

Amg. 131: Amtawayen n ussebdeɣ, ayanen n talwit n temsisit akked n tdukli, dayen ayanen imassayen yer tillas n wanak, d ayan ayanen imasayen yer uzayer n yimdanen akked wid izuyren tigassarin ur yettwaægnen ara ar tyussar n uwanek ttwasezran syur aselway n tagduda, imir aqbal umagdez syur yal yiwet n texxamin n umni.

Art. 132 : Les traités ratifiés par le Président de la République, dans les conditions prévues par la Constitution, sont supérieurs à la loi.

Amg. 132 : Ayanen isezran syur aselway n tegduda, di tewtilin iægnen syur tamendawt, d imingen s asaɣuf.

Art. 133 : Les membres du Parlement peuvent interpeller le Gouvernement sur une question d'actualité. Les commissions du Parlement peuvent entendre les membres du Gouvernement.

Amg. 133: Imedrawen n umni zemren ad laein anabaɣ yef temsalt n yisallen. Tismilin n umni zemrent ad slent I ymedrawen n unabaɣ.

Art. 134 : Les membres du Parlement peuvent adresser, par voie orale ou en la forme écrite, toute question à tout membre du Gouvernement. La question écrite reçoit en la même forme une réponse dans un délai maximal de trente (30) jours. Les questions orales font l'objet d'une réponse en séance. Si l'une des deux chambres estime que la réponse, orale ou écrite, du membre du Gouvernement le justifie, un débat est ouvert dans les conditions que prévoient les règlements intérieurs de l'Assemblée Populaire Nationale et du Conseil de la Nation. Les

questions et les réponses sont publiées dans les mêmes conditions que les procès-verbaux des débats du Parlement.

Amg. 134: Imedrawen n umni zemren ad siwɗen s timawit ney s tlyā tirawt. Amedraw n unabaɗ tuttra yuran termes s talya takniwt. Tiririt di tfada tafellayt n kraɗ n tmerwin n wussan. Tuttriwin timawiyin seant iswi n tririt s tneqimut.

Ma yella yiwet di snat n texxamin tesey dakken tiririt, timawit ney tirawt n umedraw n unabaɗ ad t-yesfukel askati yeldi di tewtilin I yurden islaganen igensiyen n ugraw aɣerfan aɣelnaw n useqqamu n uylan. Tuttriwin d tririwin ttwasgdeden di tewtilin tikniwin d yizmazēn imyaganen.

Art. 135 : A l' occasion du débat sur la déclaration de politique générale, l'Assemblée Populaire Nationale peut mettre en cause la responsabilité du Gouvernement par le vote d'une motion de censure. Une telle motion n'est recevable que si elle est signée par le septième (1/7) au moins du nombre des députés.

Amg. 135: Ilmend n uskati yef tmenna n tsertit tamatut, Agraw Aɣerfan Aɣelnaw yezmer ad yessers s tmentilt tamasit n unabaɗ syur tafrant n tmasut n tedrest. Am tamust ur yelli d urmis ala ma yella yureb syur wis ɣa (1/7) meqqar n umɗan n yimazanen.

Art. 136 : La motion de censure doit être approuvée par un vote pris à la majorité des deux tiers (2/3) des députés. Le vote ne peut intervenir que trois (3) jours après le dépôt de la motion de censure.

Amg. 136: Tamust n tedrest ilaq ad tili tettwaqbel syur tafrant yettwaɣfen s tuget n sin n yimuren si kraɗ (2/3) n yimazanen.

Afran ur yezmir ad yesekcem ala kraɗ (3) n wussan imir asersi n tamust n tedrest.

Art. 137 : Lorsque la motion de censure est approuvée par l'Assemblée Populaire Nationale, le Premier ministre présente la démission du Gouvernement au Président de la République.

Amg. 137: Mi ara tamust n tedrest tettwaqbel syur agraw aɣerfan aɣelnaw, aneylaf amezwaru yessars atixeɗ n unabaɗ ar uselway n tagduda.

Chapitre III : Du pouvoir judiciaire

Ixef 3: N udabu ayedman

Art. 138 : Le pouvoir judiciaire est indépendant. Il s'exerce dans le cadre de la loi.

Amg. 138 : Adabu ayedman d imzireg; yelyem deg ukatar n usaḍuf .

Art. 139 : Le pouvoir judiciaire protège la société et les libertés. Il garantit, à tous et à chacun, la sauvegarde de leurs droits fondamentaux.

Amg. 139: Adabu ayedman yeseḥbabar timetti d tleiyin.

Isegger i yak akked I yal yiwen, aḥraz n yizerfan-nsen igejdanen.

Art. 140 : La justice est fondée sur les principes de légalité et d'égalité. Elle est égale pour tous, accessible à tous et s'exprime par le respect du droit.

Amg. 140: Taydemt tbedd yef imenzayen **d légalité** uzraf akked n tgadda. D tanudda i meḥra yerna yessenfalay syur adwal n uzref.

Art. 141 : La justice est rendue au nom du peuple.

Amg. 141: Taydemt tuyal ar yisem n uyref.

Art. 142 : Les sanctions pénales obéissent aux principes de légalité et de personnalité.

Amg. 142: Tifegwin tifgurin sgedent ar imenzayen n uzraf akked n tugna.

Art. 143 : La justice connaît des recours à l'encontre des actes des autorités administratives.

Amg. 143: Taydemt tessent **des recours** s amyagal n warraten n yimesdabu ideblanen.

Art. 144 : Les décisions de justice sont motivées et prononcées en audience publique.

Amg. 144: Tiytasin n teydemt ttwagelyent yerna ttwabedren s tbeddi tazayezt.

Art. 145 : Tous les organes qualifiés de l'Etat sont requis d'assurer en tout temps, en tout lieu et en toute circonstance, l'exécution des décisions de justice.

Amg. 145: Akk igmanen igerrzen n uwanak ttwasutren s usenked s yak abuḍ, s yak adeg akked s yak tegnit, n uselkem n yeḥtasen n teydemt.

Art. 146 : La justice est rendue par des magistrats. Ils peuvent être assistés par des assesseurs populaires, dans les conditions fixées par la loi.

Amg. 146: Taydemt tuyal syur ineqlusen zemren ad ilin ttikin yer yinmuzal iyerfanen, di tewtilin irekden syur asađuf.

Art. 147 : Le juge n'obéit qu'à la loi.

Amagrad 147: Afgur ur yesged haca s asađuf.

Art. 148 : Le juge est protégé contre toute forme de pression, intervention ou manœuvre de nature à nuire à l'accomplissement de sa mission ou au respect de son libre arbitre.

Amg. 148: Afgur yettwasehbaber mgal yak talya n waddad n ugama s asertey, s asali n tuyđat-is ney ar udwal n unefray-ines ilelli.

Art. 149 : Le magistrat est responsable devant le Conseil Supérieur de la Magistrature et dans les formes prescrites par la loi, de la manière dont il s'acquitte de sa mission.

Amg. 149: Aneqlus d amasay sdat n useqqamu imineg n tneflest akked deg talyiwin tuglimin syur asađuf, n tyara ideg i yessunfuy n tuyđat-is.

Art. 150 : La loi protège le justiciable contre tout abus ou toute déviation du juge.

Amg. 150: Asađuf yessehbaber **le justiciable** mgal yak isuyak ney yak asanef n ufgur.

Art. 151 : Le droit à la défense est reconnu. En matière pénale, il est garanti.

Amg. 151: Azref s astan yettwaeqel s tanga tafgurt, d taseggart.

Art. 152 : La Cour Suprême constitue l'organe régulateur de l'activité des cours et tribunaux. Il est institué un Conseil d'Etat, organe régulateur de l'activité des juridictions administratives. La Cour Suprême et le Conseil d'Etat assurent l'unification de la jurisprudence à travers le pays et veillent au respect de la loi. Il est institué un Tribunal des Conflits pour le règlement des conflits de compétence entre la Cour Suprême et le Conseil d'Etat.

Amg. 152: Tassenbert tunnigt tesbed agman asder n urmud n tsenbar-is akked tsenbađin.

Yettwasuddu useqqamu n uwanak, agman asder n urmud n yimgallen ideblanen.

Tassenbert tunnigt d useqqamu n uwanak snekden asdukkel **n la jurisprudence** s tmurt yerna tteawazen s adwal n usađuf.

Yettwasuddu tasenbađt n yimenyan, I weslagan n yimenyan n tezmert gar tsenbert tunnigt d useqqamu n uwanak.

Art. 153 : L'organisation, le fonctionnement et les autres attributions de la Cour Suprême, du Conseil d'Etat et du Tribunal des conflits, sont fixés par une loi organique.

Amg. 153: Tuddsa, tiddit d tnefkiyin-nniđen n tsenbert tunnigt, n useqqamu n uwanak akked n tsenbađt n yimenyan, rekden syur asađuf agmanan.

Art. 154 : Le Conseil Supérieur de la Magistrature est présidé par le Président de la République.

Amg. 154: Aseqqamu imineg n tnefflest, yettwaselwi syur aselway n tagduda.

Art. 155 : Le Conseil Supérieur de la Magistrature décide, dans les conditions que la loi détermine, des nominations, des mutations et du déroulement de la carrière des magistrats. Il veille au respect des dispositions du statut de la magistrature et au contrôle de la discipline des magistrats, sous la présidence du Premier Président de la Cour Suprême.

Amg. 155: Aseqqamu imineg n tnefflest yeytes, di tewtilin anda asađuf yeguccel isemmiyen n tdermisin akked uđlaq n usfađ n yineflusen. Yetteawaz ar udwal n yigarrizen n uzayer n tnefflest akked usenqed n tugrit n yineflusen, seddaw n tselwit n uselway amezwaru n tsenbert tunnigt.

Art. 156 : Le Conseil Supérieur de la Magistrature émet un avis consultatif préalable à l'exercice du droit de grâce par le Président de la République.

Amg. 156: Aseqqamu imineg n tnefflest yesgel ulyu imsesten amezwaru s alaymu n uzref n usuref syur aselway n tagduda

Art. 157 : La composition, le fonctionnement et les autres attributions du Conseil Supérieur de la Magistrature, sont fixés par la loi organique.

Amg. 157: Asuddes, tiddit d tnefkiyin-nniđen n useqqamu imineg n tnefflest, rekden syur asađuf agmanan.

Art. 158 : Il est institué une Haute Cour de l'Etat pour connaître des actes pouvant être qualifiés de haute trahison du Président de la République, des crimes et délits du Premier ministre, commis dans l'exercice de leur fonction. La composition, l'organisation et le

fonctionnement de la Haute Cour de l'Etat, ainsi que les procédures applicables, sont fixés par une loi organique.

Amg. 158: Tettwasuddu tsenbert tunnigt n uwanek iwakken ad yissin arraten zemren ad ilin mseyyren s tnuzi tafellayt n uselway n tegduda anyaten d tremgiyin n uneylaf amezwaru, iggan deg ulaymu n twuri-nsen. Asuddes, tuddsa d tiddit n tsenbert tafellayt n uwanak akken dayen tarrayin tettusemre yerna ttwarekden syur asaḍuf agmanan.

Titre troisième du contrôle et des institutions consultatives

Azwel wis kraḍ n usenqed d tisudda n usesten

Chapitre I : Du contrôle

Ixef I : Assenqed

Art. 159 : Les Assemblées élues assument la fonction de contrôle dans sa dimension populaire.

Amg. 159 : Igrawen yetwafarnen ad bibben tawuri n usenqed di tiddi-ines tayerfant.

Art. 160 : Le Gouvernement rend compte, à chaque chambre du Parlement, de l'utilisation des crédits budgétaires qu'elle lui a votés pour chaque exercice budgétaire. L'exercice est clos en ce qui concerne le Parlement, par le vote par chacune des chambres, d'une loi portant règlement budgétaire pour l'exercice considéré.

Amg. 160 : Anabaḍ yarra amiḍan, yer yal taxxamt n umenni, n useqdec n yisebruyen imyussar tid ifernen i yal alaymu amyussar. Alaymu d ufrig deg wayen yarzan ameni s ufran syur yal yiwet di texxamin, n usaḍuf yewwin aslagan amyussar i ulaymu yettuḡaēlen.

Art. 161 : Chacune des deux chambres du Parlement peut, dans le cadre de ses prérogatives, instituer à tout moment des commissions d'enquête sur des affaires d'intérêt général.

Amg. 161: Yal yiwet di snat n texxamin n umni tezmer deg ukatar **ses prérogatives, asuddu** di yal tallit n tesqquma n tsestant yef tedyant n tenyaft tamatut.

Art. 162 : Les institutions et organes de contrôle sont chargés de vérifier la conformité de l'action législative et exécutive avec la Constitution et de vérifier les conditions d'utilisation et de gestion des moyens matériels et des fonds publics.

Amg. 162: Tisudda d yigmanen n usenqed ttwaæebban s uselken n terwest n tigawt asaḍufan d uselkem akked tmendawt akked uselken n tewtilin n useqdec akked useddu n wallalen arrumen n wabuḍen izuyaz.

Art. 163 : Il est institué un Conseil Constitutionnel chargé de veiller au respect de la Constitution. Le Conseil Constitutionnel veille, en outre, à la régularité des opérations de référendum, d'élection du Président de la République et d'élections législatives. Il proclame les résultats de ces opérations.

Amg. 163 : Yettwasuddu useqqamu amendaw iæebban s uæawez ar udwal n tmendawt. Aseqqamu amendaw yettæawaz, sennig , ar tillugna n temhalin n uḍdayar , n tefrant n uselway n tagduda akked tefranin tisaḍufanin . Yeseḃra igemmaḍ n temhal-is.

Art. 164 : Le Conseil Constitutionnel est composé de neuf (9) membres: trois (3) désignés par le Président de la République dont le Président, deux (2) élus par l'Assemblée Populaire Nationale, deux (2) élus par le Conseil de la Nation, un (1) élu par la Cour suprême, et un (1) élu par le Conseil d'Etat. Aussitôt élus ou désignés, les membres du Conseil Constitutionnel cessent tout autre mandat, fonction, charge ou mission. Le Président de la République désigne, pour un mandat unique de six (6) ans, le Président du Conseil Constitutionnel. Les autres membres du Conseil Constitutionnel remplissent un mandat unique de six (6) ans et sont renouvelés par moitié tous les trois (3) ans.

Amg. 164 : Aseqqamu amendaw yettwasuddes s tza n yimedrawen : kraḍ yettwaseknen syur aselway n tagduda anda aselway, sin d ufrinen syur agraw aḃerfan aḃelnaw, sin ufrinen syur aseqqamu n uylan, yiwen d ufrin syur tassenbert tunnigt, d yiwen ufrin syur aseqqamu n uwanak. Imiren ufrinen neḃ ummilen, imedrawen n useqqamu amendaw kemmlen yak asmagel -nniḍen, tawuri, aggay neḃ tuyḍaḍ. Aselway n tegduda yesken, i usmagel ussaf n sdis n yiseggasen, aselway n useqqamu amendaw. Imedrawen nniḍen n useqqamu amendaw yettaččar asmagel ussaf n sdis n yiseggasen yerna ttwajeddalen azgen yal kraḍ n yiseggasen.

Art. 165 : Outre les autres attributions qui lui sont expressément conférées par d'autres dispositions de la Constitution, le Conseil Constitutionnel se prononce sur la constitutionnalité des traités, lois et règlements, soit par un avis si ceux-ci ne sont pas rendus exécutoires, soit par une décision dans le cas contraire. Le Conseil Constitutionnel, saisi par le Président de la République, émet un avis obligatoire sur la constitutionnalité des lois organiques après leur adoption par le Parlement. Le Conseil Constitutionnel se prononce également dans les mêmes

formes prévues à l'alinéa précédent sur la conformité à la Constitution du règlement intérieur de chacune des deux chambres du Parlement.

Amg. 165 : Sennig n tnefkiyin nniḍen tid i s-yettunefken s tidet syur igerrizen nniḍen n tmendawt , aseqqamu amendaw , yenteq yef tmendawt n wayanen isuḍaf d yislagenen , ama s walɣu ma yella wigi ur llin ara warraten d iselkamen , ama s teytest di tejrut tanemgalt. Aseqqamu amendaw, yeddem syur aselway n tegduda , yesgel alyu amaran yef tmendawt n yisuḍaf igmananen imir tazdelt-nsen n umni. Aseqqamu amendaw yenteq dayen di talɣiwin tikniwin yelyen s agerseddar ieddann yef terwest ar tmendawt n uslagan agensi n yal yiwet di snat n texxamin n umni.

Art. 166 : Le Conseil Constitutionnel est saisi par le Président de la République, le Président de l'Assemblée Populaire Nationale ou le Président du Conseil de la Nation.

Amg. 166 : Aseqqamu amendaw yettwaddem syur aselway n tagduda , aselway n ugraw aɣerfan ayelnaw ney aselway n useqqamu n uylan.

Art. 167 : Le Conseil Constitutionnel délibère à huis-clos; son avis ou sa décision sont donnés dans les vingt (20) jours qui suivent la date de sa saisine. Le Conseil Constitutionnel fixe les règles de son fonctionnement.

Amagrad : Aseqqamu amendaw yezzey **à huis-clos** ; alyu-ines ney taytest-is ttunefken di snat n tmarwin n wussan tid yettafaren azemz n **sa saisine**. Aseqqamu amendaw yesbedd ilugan n tiddit-is.

Art. 168 : Lorsque le Conseil Constitutionnel juge qu'un traité, accord ou convention est inconstitutionnel, sa ratification ne peut avoir lieu.

Amg. 168 : Aseqqamu amendaw mi ara yezref ḥaca yiwen n wayan, amtawi ney amsisi war amendaw, asezray-is ur yezmir ad yesɛu adeg.

Art. 169 : Lorsque le Conseil Constitutionnel juge qu'une disposition législative ou réglementaire est inconstitutionnelle, celle-ci perd tout effet du jour de la décision du Conseil.

Amagrad 169 : Mi ara aseqqamu amendaw ad yezref ḥaca yiwen ugerriz asaḍufan ney aslagan war amendaw, tagi tḍegger yak asemdu n wass n teytest n useqqamu.

Art. 170 : Il est institué une Cour des Comptes chargée du contrôle a posteriori des finances de l'Etat, des collectivités territoriales et des services publics. La Cour des comptes établit un

rapport annuel qu'elle adresse au Président de la République. La loi détermine les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Cour des Comptes et la sanction de ses investigations.

Amg. 170 : Tettwasuddu tsenbert n yimɗanen iɛebban s usenqed **a posteriori** n tezraf n uwanak, timazdayin takalanin d tanfayin tizuyaz .Tasenbert n yimiɗanen teɣser aɗabul useggas i tettceggie i uselway n tagduda. Asaɗuf yeguccel tinefkiyin, tuddsa d tiddit n tsenbert n yimiɗanen akked d **unuf de ses investigations.**

Chapitre II : Des institutions consultatives

Art. 171 : Il est institué auprès du Président de la République, un Haut Conseil Islamique chargé notamment: - d'encourager et de promouvoir l'ijtihad; - d'émettre son avis au regard des prescriptions religieuses sur ce qui lui est soumis. - de présenter un rapport périodique d'activité au Président de la République.

Amg. 171 : Yettwasuddu yer tama n uselway n tagduda, aseqqamu unnig aneslem iɛebban tayfart : n usebyes akked n usmel tiɗerci ; n usgelnulyu-ines ar tmuyli n uglim asyanen yef wayen i as-yunez ; s useneet uɗabul awalan n urmud ar uselway n tagduda.

Art. 172 - Le Haut Conseil Islamique est composé de quinze (15) membres, dont un Président, désignés par le Président de la République, parmi les hautes compétences nationales dans les différentes sciences.

Amg. 172 : Aseqqamu unnig aneslam yeddes s mraw semmus n yimedrawnen anda aselway, yettwafren syur aselway n tegduda, almend n tezmarin tunnigin tiyelawin deg tusniwin yemgarden.

Art. 173 : Il est institué un Haut Conseil de Sécurité présidé par le Président de la République. Cet organe est chargé de donner à celui-ci des avis sur toutes les questions relatives à la sécurité nationale. Les modalités d'organisation et de fonctionnement du Haut Conseil de Sécurité, sont fixées par le Président de la République.

Amg.173 : Yettwasuddu useqqamu unnig n tyellist yesselwin syur aselway n tagduda. Agman-agi yettwaɛebba s tikci n yak alyuten yef tuttriwin yeqqnen ar tyellist tayelnawt. Timackutin n tuddsa akked tiddit n useqqamu unnig n tyellist, yettwarekden syur aselway n tagduda.

TITRE QUATRIEME DE LA REVISION CONSTITUTIONNELLE

AZWEL WIS UKUZ N USMEKTI AMENDAW

Art. 174 : La révision constitutionnelle est décidée à l'initiative du Président de la République. Elle est votée en termes identiques par l'Assemblée Populaire Nationale et le Conseil de la Nation dans les mêmes conditions qu'un texte législatif. Elle est soumise par référendum à l'approbation du peuple dans les cinquante (50) jours qui suivent son adoption. La révision constitutionnelle, approuvée par le peuple, est promulguée par le Président de la République.

Amg. 174 : Asmekti amendaw yeytes s usezwer n uselway n tagduda. Yettwadɣer s wawalen imsariyen syur agraw aɣerfan aɣelnaw d useqqamu n uylan di tewtilin tikniwin ɣaca yiwen weɣris asaɣufan. Yettwanez syur aydayar mi ara t-yeqbel uyref di semmus n tmerwin n wussan ara d-iɣefren azdel-ines. Asmekti amendaw, yeggan syur ayref, yettusadef syur aselway n tagduda.

Art. 175 : La loi portant projet de révision constitutionnelle repoussée par le peuple, devient caduque.

Elle ne peut être à nouveau soumise au peuple durant la même législature.

Amg. 175 : Asaɣuf yewwi-d asenfar n usmekti amendaw i d-yexlef weyref, ad yuɣal d awesran. Ur yezmir ad yili yunez s amaynut yer weyref deg usenti akniw.

Art. 176 : Lorsque de l'avis motivé du Conseil Constitutionnel, un projet de révision constitutionnelle ne porte aucunement atteinte aux principes généraux régissant la société algérienne, aux droits et libertés de l'homme et du citoyen, ni n'affecte d'aucune manière les équilibres fondamentaux des pouvoirs et des institutions, le Président de la République peut directement promulguer la loi portant révision constitutionnelle sans la soumettre à référendum populaire si elle a obtenu les trois-quarts (3/4) des voix des membres des deux chambres du Parlement.

Amg. 176 : Asmi n ulɣu igelyen n usqamu amendaw , asenfar n usmekti amendaw ur yewwi maɣi aggaɣ ar yimenzayen immalayen isukken timetti tazayrit , yer yizerfan d tlelliyin n umdan akked n uyerman ur nesnaemey s ull d yiwet n tyara imnekniyen igejdanen n yiduba akked d tisuda , Aselway n Tegduda yezmer ad yessuffey srid asaɣuf yewwi-d asmekti

amendaw war anuz s uydayar AƷerfan mayella yewwd krađ n yimuren si ukuz (3/4) n tuyac n Yimedrawen n snat texxamin n Umni .

Art. 177 : Les trois-quarts (3/4) des membres des deux chambres du Parlement réunis ensemble, peuvent proposer une révision constitutionnelle et la présenter au Président de la République qui peut la soumettre à référendum. Si son approbation est obtenue, elle est promulguée.

Amg. 177 : Krađ n yimuren si ukuz (3/4) n yimedrawen n snat n texxamin n umni sgerwen akken , zemren ad sumren asmekti Amendaw yerna ad t-seneten i uselway n tegduda i yzemren ad t-yanez s aydayar . Ma tettwaqbel tettwaħella , ad d-teffey d asađuf .

Art. 178 : [Révision constitutionnelle du 15 novembre 2008] - Toute révision constitutionnelle ne peut porter atteinte:

1 - au caractère républicain de l'Etat; 2 - à l'ordre démocratique, basé sur le multipartisme; 3 - à l'Islam, en tant que religion de l'Etat; 4 - à l'Arabe, comme langue nationale et officielle; 5 - aux libertés fondamentales, aux droits de l'homme et du citoyen; 6 - à l'intégrité et à l'unité du territoire national. 7 - à l'emblème national et à l'hymne national en tant que symboles de la Révolution et de la République.

Amg. 178 : [Asmekti amendaw n 15 di wember 2008] yakk asmekti amendaw ur yezmir ad d-yawi tawđin :

- 1- I uskil agdudan n uwanak ;
- 2- Ar tsunđa tamagđant, isbedden yef teggti n yikabaren ;
- 3- yer tneslemt, skud d ddin n uwanak ;
- 4- yer taerabt, am tutlayt tayelnawt yerna d tunsibt ;
- 5- Tlelliyin tigejdanin, i yizerfan n umdan akked uyerman ;
- 6- yer unekcum akked tayunt n wakal ayelnaw ;
- 7- yer wannay ayelnaw akked yimseyret ayelnaw skud d izamulen n tegrawla akked n tegduda.

Des dispositions transitoires

Ibeggiyen imekkiyen

Art. 179 : L'instance législative en place à la date de promulgation de la présente Constitution et jusqu'à la fin de son mandat, Le Président de la République à l'issue du mandat de l'instance législative et jusqu'à l'élection de l'Assemblée Populaire Nationale, légifèrent par ordonnance, y compris dans les domaines relevant désormais des lois organiques.

Amg. 179 : Tummant **législative** asaɗufan s wadeg s azemz n usuffey n tmendawt i d-yetteddun yerna almi d taggara n usmigel-ines, aselway n tegduda s asuffey usmigés asaɗufan yerna alamma d afran n ugraw aɣerfan aɣelnaw, **légifèrent** syur ugerrez, ula di tayulin isenkren si sya d assawen n yisudaf igmanen.

Art. 180 : En attendant la mise en place des institutions prévues par la présente Constitution: - les lois en vigueur, relevant du domaine organique demeurent applicables jusqu'à leur modification ou remplacement suivant les procédures prévues par la Constitution; - le Conseil Constitutionnel, dans sa représentation actuelle, assurera les prérogatives qui lui sont dévolues par la présente Constitution jusqu'à l'installation des institutions représentées en son sein. Toute modification ou ajout devra être effectué sous réserve de l'article 164 (alinéa 3) de la présente Constitution, en ayant recours au tirage au sort en cas de besoin; - l'Assemblée Populaire Nationale élue assurera la plénitude du pouvoir législatif jusqu'à l'installation du Conseil de la Nation. Toutefois, le Président de la République peut surseoir à la promulgation des lois prises sur initiative des députés jusqu'à leur adoption par le Conseil de la Nation.

Amg. 180 : Si leɛdil n tguri s wadeg n tisuda yurden syur tmendawt i d-yetteddun :

- Isudaf s w afud , isnekren tayult tagmanant zedyen isnasen almi d tasremt-nsen neyasmetti s uɗfar n tarrayin yurden di tendawt,
- Aseqqamu amendaw , di tgensest-ines tamirant , yessenkad imahilen tid is yettunefken syur tamendawt id-yetteddun alama d asbeddi n tisuda tigensasin s tlemmast-is , yakk tasremt ney timarna ilaq ad tili tegga sdaw n uɣraz n umagrad 164 agerɣeddae n tmendawt i d-yetteddun s seaya n wuyul ɣer welday ɣer wannaz di tejret n usiser ;
- Agraw Aɣerfan Aɣelnaw ufrin, yessenkak aseɣred n udabu asaɗufan alamma d asbeddi n useqqamu n uylan. Yal tikelt, Aselway n Tegduda yezmer ad iwexxer i usuffey n yisudaf yettwattfen yef tazwara n yimazanen alama d azdal-nsen seg useqqamu n uylan.

Art. 181 : Le renouvellement de la moitié (1/2) des membres du Conseil de la Nation, au cours du premier mandat, s'effectue à l'issue de la troisième année par tirage au sort. Il est procédé au remplacement des membres du Conseil de la Nation tirés au sort dans les mêmes conditions et suivant la même procédure qui ont présidé à leur élection ou désignation. Toutefois, le tirage au sort ne concerne pas le Président du Conseil de la Nation qui assume le premier mandat de six (6) ans.

Amg. 181 : Ajeddel n wezgen (1/2) n yimesrawen n useqqamu n uylan, deg wesmigel tamezwarut , s usuffey n useggas wis kraḍ yer walday yer wannaz . Yettwaskir yer usmetti n yimedrawen n useqqamu n uylan ijebden yer wannaz di tewtilin tikniwin yarna uḍfir n tarrayt takniwt tid iselwin s afran-nsen ney s uskan . Yal tikkelt, ajbad n tesyart ur yessiy ara Aselway n useqqamu n uylan win ara ybiben asmigel amezwaru n seddis (6) n yiseggasen.

Art. 182 : Le Président de la République promulgue le texte de la révision constitutionnelle, approuvé par le peuple, qui sera exécuté comme loi fondamentale de la République.

Amg. 182 : Aselway n Tegduda yessufey aḍris s usmekti amendaw, ideggan syur ayref, win ara yilin iselkem am usaḍuf agejdan n tegduda.

Traduction des termes du serment Prévu à l'article 76 de la Constitution Fidèle au sacrifice suprême et à la mémoire sacrée de nos martyrs ainsi qu'aux idéaux de la Révolution de Novembre éternelle, Je jure par Dieu Tout Puissant de respecter et de glorifier la religion islamique, de défendre la Constitution, de veiller à la continuité de l'Etat de réunir les conditions nécessaires au fonctionnement normal des institutions et de l'ordre constitutionnel, d'œuvrer au renforcement du processus démocratique, de respecter le libre choix du peuple, ainsi que les institutions et lois de la République, de préserver l'intégrité du territoire national, l'unité du peuple et de la nation, de protéger les libertés et droits fondamentaux de l'homme et du citoyen, de travailler sans relâche au développement et à la prospérité du peuple et d'œuvrer de toutes mes forces à la réalisation des grands idéaux de justice, de liberté et de paix dans le monde.

Conclusion

Au cours de se présent chapitre, nous déduions que la terminologie juridique en tamazight n'est pas suffisante pour faire une traduction complète et fidèle vu que nous constatons des difficultés au niveau du lexique, à savoir le manque de travaux et des dictionnaires juridiques. Nous allons abordées par la suite les termes juridiques dont nous n'avons pas trouvés d'équivalents plus adéquats.

Chapitre II :

Terminologie

Introduction

Dans ce chapitre, nous allons passer à l'analyse terminologique relative au corpus, où nous nous sommes intéressés à la racine, la catégorie grammaticale, l'état, le genre, et l'équivalent de chaque terme en arabe.

Terminologie

Abandu : √ BND, isem amalay, addad amaruz: ubandu, asget: ibunda (yibunda), FR: emblème, AR: شعار. **MD :** Abandu n yimaziyen yesea ini awraḡ, azeggaḡ, azegzaw d uḡcici.

Adabu : √ DB, isem amalay, addad amaruz : udabu, asget: iduba (yiduba) ,FR :pouvoir, AR: سلطة. **MD :** Aqeḡru n udabu , d aselway n tagduda.

Adras : √ DRS, isem amalay, addad amaruz: wedras,asget: idrasen (yidrasen), FR: censure, AR: رقابة. **MD :** Adras n yisura yeqbel asinaryu n muḡya.

Adyar : √ DFR, isem amalay, addad amaruz: udyar/ wedyar ,asget: idyaren (yidyaren),FR: vote,AR: تصويت. **MD :** Di wember n 2020, ad yili wedyar n tmendawt.

Afranan: √ FRN, d arbib, addad amaruz: wefranan/ ufranan, asget: ifrananen (yefrananen, yifrananen), FR: électoral, AR: انتخابي. **MD :** Asali n uselway n tagduda yettili-d d afranan.

Agraw: √ GRW, isem amalay, addad amaruz: ugraw/ wegraw, asget: igrawen (yegrawen/yigrawen), FR: assemble, AR: مجلس. **MD :** Assagi yella-d ugraw deg ugezdu-nney.

Agemmir: √ GMR, isem amalay, addad amaruz: ugemmir, asget: igemmiren (yigemmir), FR:dignité, AR: كرامة. **MD :** Yiwen ur ilaq ad yeseḡli agemmir n wayeḡ.

Agensas: √ GNS, isem amalay, addad amaruz: ugensas, asget: igensasen (yigensasen), FR: représentant, AR: ممثل. **MD :** Igensasen ttwafernen syur uselway n tagduda.

Agraylan: √ GRFLN, arbib, asget:igraylanen, FR: international, AR: دولي **MD :** Ğehden wassayen igraylanen yella-n ger lezzayer d tmura tibaraniyin.

Akabar: √ KBR, isem amalay, addad amaruz: ukabar, asget: ikabaren (yikabaren), FR: parti, AR: حزب. **MD :** Mlalen ikabaren isertanen di lzzayer tamaneyt.

Akatar: √ KTR, isem amalay, addad amaruz: ukatar, asget: ikataren (yikataren), FR: cadre, AR: عمل. **MD :** Ula d ikataren sean asenkid.

Akluc: √ KLC, isem amalay, addad amaruz: ukluc, asget: iklucen (yeklucen), FR: illégitime, AR: غير شرعي.

Alas: √ LS, isem amalay, addad amaruz: walas, asget: alasen (walasen), FR: devoir, AR: واجب. **MD :** Aseh̄biber yeḡ yimawlan, d alas n yal yiwen.

Alugen: √ LGN, isem amalay, addad amaruz: ulugen, asget: ilugan (yilugan), FR: règle, AR: قاعدة. **MD :** Iwakken ad d-fyeḍ yer tririt ysehḥan, ilaq ad tt-ḍefreḍ ilugan I d-yettunefken.

Alluy: √ LF, amernu, addad amaruz: ulluy, asget: alluyen (walluyen), FR: bien, AR: جيد. **MD :** Di teydemt yella usukey n walluyen.

Amagday: √ GD, isem amalay, arbib, addad amaruz: amegday, asget: imagdayen (imegdayen), FR: démocratique, AR: ديمقراطية. **MD :** Nettiḍir di tmetti d tamagdayt.

Amagrad: √ MGRD, isem amalay, addad amaruz: umagrad: asget: imagraden (yimagraden), FR: article, AR: المادة. **MD :** Llant kra n tutlayin, ur nettaf ara deg-sent imagraden.

Amazan: √ ZN, isem amalay addad amaruz: umazan, asget: imazanen (yimazanen), FR: député, AR: نائب. **MD :** Aneylaf n tujjya, iceggeḍ amazan deg umkan- is yer tmurt n lmerruk.

Amedraw : √ DRW, isem amalay, addad amaruz: umedraw, asget: imedrawen (yimedrawen), FR : membre, AR : عضو. **MD:** krim belqasem d amedraw deg wesmanay n ṣummam.

Amendaḥ: √ MNDR, isem amalay, addad amaruz: umendaḥ, asget: imendaḥen (yimendaḥen), FR: délai, AR: اجل. **MD :** Yefka-ay-d uselmad amendaḥ n 15 n wussan, akken ad anheggi i ukayad.

Amezlu: √ ZL, isem amalay, addad amaruz: umezlu, asget: imezla (yimezla), FR: service, AR: خدمة. **MD :** Ddiy deg umesni n yimezla.

Amtawa: √ MTW, isem amalay, addad amaruz: wemtawa/ umtawa, asget: imtawayen (yemtawayen), FR: accord, AR: اتفاق. **MD :** Amtawa n yimejjayen yella-d yef lkobid (covid) 19.

Anabaḍ: √ NBD, isem amalay, addad amaruz :unabaḍ, asget: inabaḍen (yinabaḍen), FR: gouvernement, AR: حكومة. **MD :** Anabaḍ n lmerruk d anabaḍ ageldazri.

Anekruḥ: √ KRF, isem amalay, addad amaruz: unekruḥ, asget: inekruḥen (yinekruḥen), FR: détenu, AR: سجين. **MD :** Aḥal n yinekruḥen yettwaḥfen di lbaṭel!

Anmireg: √ MRG, isem amalay, addad amaruz: unmireg/ wenmireg, asget: inmirgen (yinmirgen), FR: cooperation, AR: تعاون. **MD :** Tefka-d tiddukla afus n lemɛawna I ymeyban.

Anezzarfu: √ ZRF, isem amalay, addad amaruz: unezzarfu, asget: inezzurfa (yinezzurfa), FR: juge, AR: قاضي. **MD :** Iḥkem-as unezzarfu i ylemzi s lḥebs.

Anya: √ NΓ, isem amalay, addad amaruz: wanya, asget: anyaten (wanyaten), FR: crime, AR: جريمة. **MD :** Yetṭef umastan tamsalt n wanya.

Arra: √ R, isem amalay, addad amaruz: warra, asget: arraten (warraten), FR: acte, AR: عقد. **MD :** Laqen ukuz n yinigan i warra n zwağ.

Aṛabul: √ RBL, isem amalay, addad amaruz: uṛabul, asget: iṛabulen (yiṛabulen), FR: rapport, AR: تقرير. **MD :** Ixdem-as uselmad aṛabul i yiwen seg yinelmaden-is.

Asaḍuf: √ SDF, isem amalay, addad amaruz: usaḍuf, asget: isuḍaf (yisuḍaf), FR: loi, AR: القانون. **MD :** Yewwi-d yef yemdanen, ad ddun akken yedda usaḍuf.

Assefqed: √ FQD, isem amalay, addad amaruz: ussefqed, asget: issefqad (yissefqad), FR: contrôle, AR: معاينة. **MD :** Yessefqed wergaz ayla-ines.

Aselkem: √ LKM, isem amalay, addad amaruz: uselkem, asget: iselkam (yiselkam), FR: execution, AR: يذتف. **MD :** Yewwi-d yef umedraw aselkem n tsunḍa n uyella-ines.

Aselway: √ SLW, isem amalay, addad amaruz: uselway, asget: iselwayen (yiselwayen), FR: president, AR: رئيس. **MD :** Aselway n tagduda n lezzayer, ilaq ad yesu tayelnawit tazayrit.

Aseqqamu: √ SQM, isem amalay, addad amaruz: useqqamu, asget: iseqquma (yiseqquma), FR: conseil, AR: مجلس. **MD :** Aselway n tagduda yessawel-d yer unejmuε ara d yilin deg useqqamu n uwanak.

Askasi: √ SK, isem amalay, addad amaruz: uskasi/ weskasi, asget: iskasiyen (yiskasiyen), FR: débat, AR: نقاش. **MD:** Kecmen yimastanen deg weskasi ur nferru.

Asyel: √ SL, isem Amalay, addad amaruz: usyel/ weṛyel, asget: isyal /iseylen (yisyal), FR: signe, AR: علامة. **MD :** Ur ilaq ara ad yettu asyel win ara ad d-ijebden idrimen.

Attixer: √ TXR, isem amalay, addad amaruz: uttixer, asget: ittixren (yittixiren), FR: demission, AR: تنحي. **MD :** Yettaxer uselway n tarbaet n dabex n uḍar.

Awanak: √ WNK, isem amalay, addad amaruz: uwanek, asget: iwunak (yiwunak), FR: état, AR: دولة. **MD :** Yewweḍ leefu n ṛebbi yimḍebber n uwanek.

Azayez: √ ZY, isem amalay, addad amaruz: uzayez, asget: izuyaz, FR: publique, AR: عامة .

MD : Iyerbazen izuyaz, ttuqten yef wusligen.

Azref: √ ZRF, isem amalay, addad amaruz: uzref/ wezref, asget: izerfan (yizerfan), FR: droit,

AR: حق . **MD :** Ayref azref n tujjya.

Ayarim: √ ΓRM, arbib, addad amaruz: uyarim, asget: iyarimen (yiyarimen), FR: civil, AR:

مدني . **MD:** Ffyen-d yimsulta iyarimen yer yiberdan.

Aydayar: √ ΓDR, isem amalay, addad amaruz: uydayar, asget: iydayaren (yiydayaren), FR:

référendum, AR: استفتاء شعبي . **MD :** I walluy n uselway, iwulem weydayar n wegdu.

Ayelnaw: √ ΓLNW, arbib, addad amaruz: uayelnaw, asget: iyelnawen (yiyelnawen), FR:

national, AR: وطني . **MD:** Abaraz ayelnaw.

Ayella: √ ΓL, isem amalay, addad amaruz: uyella, asget: iyellaten (yiyellaten), FR: chef, AR:

زعيم . **MD :** Yemmut uyella unnig n yiyallen n laman n tmurt-nney.

Ayerman: √ ΓRM, isem amalay addad amaruz: uyerman, asget: iyermanen (yiyermanen),

FR: citoyen, AR: مواطن . **MD :** Fyen-d iyerman yer yiberdan ,iwakken ad d-ssutren izerfan-nsen.

Aylan: √ ΓLN, isem amalay, addad amaruz: uylan, asget: iylanen (yiyylanen), FR: nation, AR:

الأمة . **MD :** Lezzayer d awanek aylan.

Ayref: √ ΓRF, isem amalay, addad amaruz: weyref, asget: iyerfan (yiyerfan), FR: peuple, AR:

شعب . **MD :** D ayref i d aybalu n yal adabu.

Ggucel: √ GCL, amyag, izri: iggucel, urmir s ad: ad iggucel, talya tibawt: ur iggucel ara,

FR: déterminer, AR: حدد . **MD :** Aselway n tarbaet tayelnawt n dabex uder, iggucel imyuraren ara yilin di temlilit n wassa.

Imseyret: √ ΓRT, isem amalay, addad amaruz: yemseyret, asget: imseyrten (yemseyrten),

FR: hymne, AR: نشيد . **MD :** Qassaman d imseyret n tmurt n lezzayer.

Kuter: √ KTR, amyag, izri: I kuter, urmir s “ad”: ad ikuter, talya tibawt: ur ikuter ara, FR:

protéger, AR: يحمي . **MD :** Yewwi-d yef wemdan ad ikuter yef twenna.

Lyem: √ LFM, amyag, izri: yelyem, urmir s” ad”: ad yelyem, talya tibawt: ur yelyim ara, FR:

exercer, AR: مرن . **MD :** Ilyem unelmad iluyma-ines.

Ssegrew: √ GRW, amyag, izri: yegrew, urmir s “ad”: ad yegrew, talya tibawt: ur yegriw ara, FR: réunir, AR: جمع. **MD** :Yessegrew unemhal iselmaden n uyerbaz.

Ssenked: √ NKD, amyag, izri: issenked, urmir s” ad”: ad yessenked, talya tibawt: ur yessenked ara,FR: assurer, AR:التأكد. **MD** :Ulac win issenked-n iman-is sya ar azekka.

Semmi: √ SM, amyag, izri: isemma, urmir s” ad”: ad isemmi, talya tibawt: ur isemma ara, FR: désigner, AR:سمى. **MD** : Isemma-d uyella yak imedrawnen-is.

Sbed: √ SBD, amyag, Izri: isbed, urmir s” ad”: ad yesbed, talya tibawt: ur yesbed ara, FR: fixer, AR:ثبت. **MD**: Isbed yesli azemz I tmeyra-ines.

Tagduda: √ GD, isem unti, addad amaruz: tegduda, asget: tigdudiwin (tegdudiwin), FR: république, AR:جمهورية. **MD** : Tirza n uselway n tegduda n fransa yer lezzayer.

Tagrawla: √ GRWL, isem unti, addad amaruz: tegrawla, asget: tigrawliwin (tegrawliwin), FR: révolution, AR:ثورة. **MD** : Di 1 di wamber 1954, i tekker tegrawla n lezzayer.

Tamagit: √ MG, isem unti, addad amaruz: tmagit, asget: timagiyin (tmagiyin), FR: identité, AR:هوية. **MD** :Yal yiwen yessawden 18 n yiseggasen,yewwi-d fell-as ad yexdem takarða n tmagit.

Tamendawt: √ MNDW, isem unti, addad amaruz: tmendawt, asget: timendawin (tmendawin), FR: constitution, AR:دستور. **MD** :Tamendawt n lezzayer tesæa 182 n yimagraden.

Tamḥaddit: √ HD, isem unti, addad amaruz: temḥaddit, asget: timḥaddiyin (temḥaddiyin), FR: défense, AR:دفاع. **MD** : Taylant-nney n dabex n uḍar tesæa tamḥaddit yelhan.

Tamsalt: √ MSL, isem unti, addad amaruz: temsalt, asget: timsal (temsals), FR: affaire, AR: قضية. **MD** :Yekcem weqcic yer tkurmut, yef temsalt ur neswi ara.

Tanefrut: √ FR, isem unti, addad amaruz: tnefrut, asget: tinefra, FR: tribunal, AR: محكمة. **MD** :Tanefrut tunnigt tusa-d di lezzayer tamaneyt.

Taserdast: √ SRD, isem unti, addad amaruz: tserdast, asget: iserdasen (yiserdasen), FR: armée, AR:جيش. **MD** :Yessufey-d uselway n temḥaddit iserdasen-is yer tlixa n lezzayer.

Tasestant: √ STN, isem unti, addad amaruz: tsestant, asget: tisestanin(tsestanin), FR: enquête, AR:تحقيق. **MD** :Yexdem umaswad tasestant deg wunrar.

Taseyrut : √ SFR, isem unti, addad amaruz: tseyrut, asget: tseyra (tseyra), FR: déclaration, AR: إعلان. **MD :** Imi iyi truḥ tkarḍa tayelnawt, xedmey taseyrut n uzella.

Tasudut : √ SD, isem unti, addad amaruz: tsudut, asget: tisuda (tsuda), FR: institution, AR: مؤسسة. **MD :** Tamurt-nney, tesæa assayen laked d tisuda tigraylanin.

Tasmilt: √ SML, isem unti, addad amaruz: tesmilt, asget, tismilin (tesmilin), FR: commission, AR: لجنة. **MD :** Ieeda unelmad deg tesmilt tayensinant.

Tasunḍa: √ ND, isem unti, addad amaruz: tunḍa, asget: tisunḍiwin (tsunḍiwin), FR: ordre, AR: امر. **MD :** Yefka uyella n tyellist, tasunḍa I iserdasen-is.

Taxxamt: √ XM, isem unti, addad amaruz: texxamt, asget: tixxamin (texxamin), FR: chambre, AR: غرفة. **MD:** D taxxamt n yemma i iwessieen deg uxxam-nney.

Tayla: √ YL, isem unti, addad amaruz: wayla, asget: aylaten (waylaten), FR: propriété, AR: خاصية. **MD :** Asensu- agi yezga-d deg wayla uslig.

Taydemt: √ ΓDM, isem unti, addad amaruz: teydemt, asget: tiyedmin (tyedmin), FR: justice, AR: عدالة. **MD :** Ma ulac taydemt , ur tettili ara tyellist.

Tayellist : √ GLS, isem unti, addad amaruz: tyellist, asget: tiyellisin (tyellisin), FR: sécurité, AR: امن. **MD :** Ma tella tyellist, timetti ad d-tgerrez.

Tibeddit : √ BD, isem unti, addad amaruz: tbeddit, asget: ibeddiyin (tbeddiyin), FR: audience, AR: جلسة. **MD :** Heḍrey I tbeddit n yiwet n tlemzīt yettwattfen di lbaṭel.

Tilelli : √ L, isem unti, addad amaruz: tlelli, asget: tilelliyin (tlelliyin), FR: liberté, AR: حرية. **MD :** Yal agdud yeḥwaḡ tilelli.

Tigemmi : √ GM, isem unti, addad amaruz: tgemmi, asget: tigemmi, FR: patrimoine, AR : تراث. **MD :** Takessiwt tessenkad-d tigemmi n lleqbayel.

Timument : √ MN, isem unti, addad amaruz: tmument, FR: indépendance, AR: استقلال. **MD :** Timument n tmurt-nney, tella-d deg useggas n 1962.

Tinneflest : √ FLS, isem unti, addad amaruz: tnneflest, asget : tinneflas (tnneflas), FR: magistrature, AR: هيئة القضاء. **MD :** Adabu ayedman yessen tinneflest tagejdant.

Tuddsa : √ DS, isem unti, addad amaruz: Ø, asget: tuddsiwin, FR: organisation, AR: منظمة .

MD : UNESCO, d tuddsa n uḥuddu n yizerfan n wemdan.

Uffir : √ FR, arbib, addad amaruz: wuffir, asget, uffiren (wuffiren), FR: secret, AR: سري.

MD :Iban-d wayen yellan d uffir.

Ufrin : √ FRN, isem amalay, addad amaruz: wufrin, asget: ufrinen (wufrinen), FR: élu, AR :

منتخب. **MD** : Aselway n tagduda d ufrin syur ugdud.

Unnig: √ NG, arbib, addad amaruz: wunnig, asget: unnigen (wunnigen), FR: supreme, AR:

عالي. **MD** :Tewweḍ temsalt tayedmant n tlemzīt,almi d tsenberṭ tunnigt.

Unuf: √ NF, isem amalay, addad amaruz: wunuf, asget: unufen (wunufen), FR: infraction,

AR: مخالفة. **MD** : Unufen n tsedawit, bḍan yeḥ kraḍ n wazunen.

Uslig: √ SLG, arbib, addad amaruz: wuslig, asget: usligen (wusligen), FR: privé, AR: خاص

MD: Nekk d tamejjajt , yeḥsan deg usegnaf uslig.

Usḍif: √ SDF, isem amalay, addad amaruz: wusḍif, asget: usḍifen (wusḍifen), FR: légal, AR:

قانوني. **MD** : Iwakken ad d-yili zwaḡ d usḍif,ilaq warra n zwaḡ.

Uzrif: √ ZRF, isem amalay, addad amaruz: wuzrif, asget: uzrifen (wuzrifen), FR: légitime,

AR: شرعي. **MD** : Arra n zwaḡ, ilaq ad yili d uzrif.

Conclusion

Au terme des statistiques que nous avons fait, nous pouvons cependant, dire que l'ensemble des termes qui varie entre 84% sont étymologiquement des noms. La fréquence des 59% relevée est qualifié aux termes trouvés sont à la base d'une racine dérivationnelle nominale.

Nous allons par la suite, citer le nombre de ces termes que nous avons dégagé à partir de notre corpus juridique, qui sont en nombre de 20. Pour plus d'information, nous allons les abordés de manière explicite dans la conclusion générale.

Conclusion générale

Conclusion générale :

Nous avons présenté ici dans ce projet, un travail de recherche ayant comme objectif, d'une part la traduction de la constitution algérienne en tamazight, et en d'autre part vise l'étude d'une terminologie récoltée sur la base d'un corpus français.

Les ressources linguistiques requises, nous ont permis de diviser notre travail en deux chapitres :

Nous avons en premier abord prétraité un corpus basé sur une méthodologie théorique de la traduction. Une autre partie est alignée sur un lexique terminologique.

En général, la traduction est une opération linguistique traduisante qui consiste à transmettre un message d'une langue source afin de le réexprimer dans une autre langue par des équivalents qui renvoient aux mêmes référents.

Dans la traduction juridique, la traduction consiste à rendre correctement le sens du texte source existant dans une langue, pour le faire passer dans une autre langue.

Le second chapitre, est consacré à une proposition terminologique à la base d'une racine dérivationnelle.

En premier, cette liste est soumise à une présentation par ordre alphabétique. Ensuite, nous avons présenté chaque terme à l'aide d'une microstructure riche en informations variées.

Cependant, la finalité partielle de ce chapitre a pu aboutir aux résultats bien précis qui rappellent le besoin d'aborder le catalogue de termes aux quels nous n'avons pas trouvé d'équivalents tels que :

- Féodale
- Népotique
- Prérrogative
- Expropriation
- Corporatiste
- Obédience
- Culpabilité
- Incriminé
- L'égal
- Rétroactif

- Extradé
- Asile
- Incarne
- Réligible
- Eligible
- Impérieuse
- Immunité
- Légifère
- Recours
- Aposteriori
- Huis-clos

Au cours de l'analyse que nous avons effectué sur la traduction de la constitution algérienne, nous avons été soumis à l'ouverture sur un nombre nouveau d'équivalents dans la langue cible par la passerelle d'une traduction sémantique dans certains cas, et dans d'autres par une traduction de mot à mot.

Nous avons choisi ces textes de loi, tirés de la constitution algérienne comme corpus de notre étude, vu l'intérêt de la traduction au textes juridiques, ainsi pour l'importance et l'utilité de la traduction qui devient de nos jours, et sa demande de plus en plus dans tous les secteurs d'activité.

Il est à noter qu'en cours du présent travail de recherche, nous avons rencontré un ensemble de difficultés, parmi lesquelles nous citons celles relatives au manque de ouvrages et de références portant sur la traduction juridique, ainsi que d'autres moyens permettant de faciliter notre travail.

Bibliographie

Ouvrages :

CABRÉ M.T, *La terminologie : méthodes et application*, (traduit du catalan et adapté et mis à jour par Monique C. Cornier et John Humblev,) Les Presses de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 1998.

HELLAL Y, *La théorie de la traduction : approche thématique et pluridisciplinaire*, office des publications universitaires.

Dictionnaires :

BENREMDANE M.Z, Amawal azerfan, Tamaziyt - Tafransist (Lexique juridique Amazigh-Français,) Ed. Asqamu Unnig n Timmuzya, 2013.

DUBOIS J et al, *Dictionnaire de linguistique*, Paris, Larousse, 1989.

Sitographie :

<http://amawal.wikidot.com>

<http://asegzawal.com/francais>

Annexes

Résumé en kabyle :

Tutlayt tamaziyt d tin i ttmeslayen yemdanen (tafriqt n ugafa) gar-asen, ur tmucaε ara, xas akken tefruri-d seg yiwen n uẓar nettat d taεrabt (chamito-sémitique). Tutlayt-agi tella kan di timawit, drus aya ideg tuyal tettwaru.a

Asesten iyef i d-yewwi ukatay-nney :

Dya tella tesniremt s tmaziyt akken ad nessuqel tayult tazerfant ?

Nezmer ad d-nesnulfu awalnut di tayult-agi yef llsas n yizuran yeddren?

Akken dayen, tazrawt-agi nney teġġa-aγ nefka-d turdiwin iwatan i usesten :

Γef leħsab n yinadiyen inexdem, deg wayen yeenan tasniremt di tayult tazerfant, nufa-d d akken ħaca yiwen n usegzawal azerfan i yella-n n BENREMDANE MOHAMED ZAKARIA.

Γur-nney asegzawal-agi ur ikeffu ara iwakken ad d-nexdem tasuqilt di tayult-agi.

Akken dayen nwala-d, d akken nezmer ad d-nesnulfu iwalnuten yef llsas n yizuran yeddren, s weđfir, azwir... Ma yella nessaweđ ad d-nessuqel tamendawt, ahat ad d-nessiweđ ad nesbuγer amawal i tutlayt n tmaziyt.

Ihi nekkni deg leqdic-agi nney nesεa sin n yiħricen igejdanen :

Amenzu neεređ deg-s ad d-nefk tasuqilt i tmendawt n lezzayer, anda id d-nufa d akken yella lexšas d ameqran deg tesniremt tazerfant tamaziyt, akken dayen id d-yella wugur deg lexšas n yisegzawalen, acku yiwen kan weħdes ur ikeffu ara.

Deg uħric wis sin n tesniremt anda id d-nekkes aẓar, addad, amđan, tawsit d wegdazal-ines s taεrabt, d umedyā n yal awal deg tayult n tmendawt. Deg weħric-agi n tesniremt ugur yella-d deg 20 n wawalen izerfanen iwumi ur d-nufi ara tasuqilt-n sen s tmaziyt.

Iswi-nney deg unadi-agi, d asnerni n tutlayt tamaziyt iwakken ad yeqqim d tawelha i tsuta id d-yetteddun.

Tables des matières

Remerciements	
Dédicaces	
Sommaire	
Sigles et abréviations	
Introduction générale.....	2
Chapitre I : Traduction	
Introduction	6
I- Traduction	8
Conclusion.....	60
Chapitre II : Terminologie	
Introduction	62
I- Terminologie	64
Conclusion	71
Conclusion générale	73
Bibliographie.....	76
Annexes	77
Résumé en kabyle	79
Tables des matières	81